

**CONSOLIDATION OF
PARTNERSHIP ACT (NUNAVUT)**
R.S.N.W.T. 1988,c.P-1

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE
DE LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS
EN NOM COLLECTIF
(NUNAVUT)**
L.R.T.N.-O. 1988, ch. P-1

**AS AMENDED BY NORTHWEST
TERRITORIES STATUTES:**

R.S.N.W.T. 1988,c.8(Suppl.)
In force July 7, 1993;
SI-008-93
S.N.W.T. 1994,c.7
In force January 1, 1995;
SI-019-94; *see sections 22 to 24 of c.7 for
transitional provisions*
S.N.W.T. 1996,c.19
In force April 1, 1998;
SI-005-98

**MODIFIÉE PAR LES LOIS DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
SUIVANTES :**

L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.)
En vigueur le 7 juillet 1993;
TR-008-93
L.T.N.-O. 1994, ch. 7
En vigueur le 1^{er} janvier 1995;
TR-019-94; *voir les articles 22 à 24 du ch. 7
pour les dispositions transitoires*
L.T.N.-O. 1996, ch. 19
En vigueur le 1^{er} avril 1998;
TR-005-98

**AS AMENDED BY STATUTES
ENACTED UNDER SECTION 76.05
OF NUNAVUT ACT:**

S.N.W.T. 1998,c.35
In force April 1, 1999

**MODIFIÉE PAR LA LOI ÉDICTÉE EN
VERTU DE L'ARTICLE 76.05 DE LA
LOI SUR LE NUNAVUT SUIVANTE :**

L.T.N.-O. 1998, ch. 35
En vigueur le 1^{er} avril 1999

This consolidation is not an official statement of the law. It is an office consolidation prepared for convenience only. The authoritative text of statutes can be ascertained from the *Revised Statutes of the Northwest Territories, 1988* and the Annual Volumes of the Statutes of the Northwest Territories (for statutes passed before April 1, 1999) and the Statutes of Nunavut (for statutes passed on or after April 1, 1999).

La présente codification administrative ne constitue pas le texte officiel de la loi; elle n'est établie qu'à titre documentaire. Seules les lois contenues dans les *Lois révisées des Territoires du Nord-Ouest (1988)* et dans les volumes annuels des Lois des Territoires du Nord-Ouest (dans le cas des lois adoptées avant le 1^{er} avril 1999) et des Lois du Nunavut (dans le cas des lois adoptées depuis le 1^{er} avril 1999) ont force de loi.

PARTNERSHIP ACT (NUNAVUT)

LOI SUR LES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF (NUNAVUT)

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

1. In this Act,

"business" includes every trade, occupation or profession; (*affaires* ou *entreprise*)

"extra-territorial limited partnership" means a partnership with both general and limited partners, similar to a limited partnership formed under Part II, that is formed under the law of a jurisdiction other than the Territories; (*société en commandite extraterritoriale*)

"firm" means persons who have entered into partnership with one another; (*firme*)

"firm name" means the name under which the business of a firm is carried on; (*Version anglais seulement*)

"partnership property" means all property and rights and interests in property originally brought into the partnership stock or acquired, whether by purchase or otherwise, on account of the firm, or for the purposes and in the course of the partnership business; (*biens de la société*)

"Registrar" means the Registrar of Corporations under the *Business Corporations Act* or another duly authorized person performing the duties of Registrar under that Act. (*registraire*)
S.N.W.T. 1994,c.7,s.3; S.N.W.T. 1996,c.19,Sch., s.10(2).

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«affaires» ou «entreprise» S'entendent également d'un commerce ou d'une profession. (*business*)

«biens de la société» Tous les biens ainsi que les droits et les intérêts dans des biens formant initialement le capital de la société en nom collectif ou acquis, notamment par achat, pour le compte de la firme ou aux fins et au cours des affaires de la société. (*partnership property*)

«firme» Les personnes qui s'associent pour former une société en nom collectif. (*firm*)

«registraire» Le registraire des sociétés par actions nommé en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* ou toute autre personne dûment autorisée à remplir les fonctions du registraire en vertu de cette loi. (*Registrar*)

«société en commandite extraterritoriale» Société, semblable à la société en commandite formée en vertu de la partie II, comprenant des commandités et des commanditaires, et formée en vertu des lois applicables dans un ressort autre que celui des territoires. (*extra-territorial limited partnership*) L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 3; L.T.N.-O. 1996, ch. 19, Ann., art. 10(2).

PART I

PARTIE I

PARTNERSHIPS IN GENERAL

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Partnership

2. (1) Partnership is the relation that exists between persons carrying on a business in common with a view to profit.

2. (1) La société en nom collectif est la relation qui existe entre des personnes qui exploitent une entreprise commune en vue de réaliser un bénéfice. Société en nom collectif

Idem

(2) The relation between members of a company or association who constitute a body corporate under any law in force in the Territories is not a partnership within the meaning of this Act. S.N.W.T. 1994,c.7, s.4.

(2) La relation entre les membres d'une compagnie ou d'une association constituée en personne morale en application des dispositions de toute loi en vigueur dans les territoires ne constitue pas une société en nom collectif au sens de la présente loi. Exclusion

Rules for determining existence of

3. In determining whether or not a partnership exists, regard shall be had to the following rules:

3. Pour établir si une société en nom collectif existe, il doit être tenu compte des règles suivantes : Caractères d'une société en nom

partnership

- (a) joint tenancy, tenancy in common, joint property, common property or part ownership does not of itself create a partnership as to anything so held or owned, whether or not the tenants or owners share any profits made by the use thereof;
- (b) the sharing of gross returns does not of itself create a partnership, whether or not the persons sharing the returns have a joint or common right or interest in any property from which or from the use of which the returns are derived;
- (c) the receipt by a person of a share of the profits of a business is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person is a partner in the business, but the receipt of such a share, or of a payment contingent on or varying with the profits of a business, does not of itself make the person a partner in the business, and in particular
 - (i) the receipt by a person of a debt or other liquidated amount by instalments or otherwise out of the accruing profits of a business does not of itself make the person a partner in the business or liable as a partner,
 - (ii) a contract for the remuneration of an employee or agent of a person engaged in a business by a share of the profits of the business does not of itself make the employee or agent a partner in the business or liable as a partner,
 - (iii) a person who is the surviving spouse or child of a deceased partner and receives by way of annuity a portion of the profits made in the business in which the deceased person was a partner is not, by reason only of that receipt, a partner in the business or liable as a partner,
 - (iv) the advance of money by way of loan to a person engaged in or about to engage in any business on a contract with that person that the lender shall receive a rate of interest varying with the profits, or shall receive a share of the profits arising from carrying on the business, does not of itself make the lender a partner with the person or persons carrying on the business or liable as

- a) la tenance conjointe ou commune, la propriété conjointe ou commune ou la copropriété ne crée pas, en elle-même, une société en nom collectif relativement à toute chose qui en est l'objet, que les tenants ou les propriétaires partagent ou non les profits tirés de son usage;
- b) le partage des recettes brutes ne crée pas en soi, une société en nom collectif, que les personnes qui les partagent aient ou non un droit ou un intérêt, conjoint ou commun, dans l'un quelconque des biens d'où proviennent ces recettes ou de l'usage dont elles proviennent;
- c) la réception par une personne d'une part des bénéfices d'une entreprise fait foi, sauf preuve contraire, de sa qualité d'associé dans cette entreprise; toutefois, ne fait pas, en soi, de cette personne un associé dans cette entreprise et ne lui impose aucune responsabilité comme telle la réception d'une telle part ou d'un paiement dépendant des bénéfices d'une entreprise ou variant suivant ces derniers, et en particulier :
 - (i) la réception du paiement d'une créance ou d'une autre somme déterminée, notamment sous forme de versements, sur les bénéfices que réalise une entreprise,
 - (ii) un contrat prévoyant la rémunération d'un employé ou du représentant d'une personne qui fait des affaires par le versement d'une part des bénéfices tirés de ces affaires,
 - (iii) la réception sous forme de rente, par une personne qui est le conjoint survivant ou l'enfant d'un associé décédé, d'une fraction des bénéfices provenant des affaires dans lesquelles le défunt était associé,
 - (iv) le fait que des avances sous forme de prêt soient consenties à une personne qui fait ou s'apprête à faire des affaires en vertu d'un contrat conclu avec cette personne et prévoyant que le prêteur touchera un taux d'intérêt variant en fonction des bénéfices ou recevra une part des bénéfices provenant de l'exploitation de l'entreprise, s'il s'agit d'un contrat écrit signé par toutes les parties au contrat ou pour leur compte,
 - (v) la réception par une personne,

a partner, if the contract is in writing, and signed by or on behalf of all the parties to the contract, and
 (v) a person receiving by way of annuity or otherwise a portion of the profits of a business in consideration of the sale by the person of the goodwill of the business is not by reason only of that receipt a partner in the business or liable as a partner.

notamment sous forme de rente, d'une fraction des bénéfices d'une entreprise en raison de la vente par elle de l'achalandage de l'entreprise.

Postponement of rights of person lending or selling

4. Where a person to whom money has been advanced by way of loan on a contract mentioned in subparagraph 3(c)(iv), or a buyer of goodwill in consideration of a share of the profits of the business,
 (a) makes an assignment for the benefit of his or her creditors,
 (b) enters into an arrangement to pay his or her creditors less than 100 cents on the dollar, or
 (c) dies in insolvent circumstances,
 the lender of the loan is not entitled to recover anything in respect of the loan, and the seller of the goodwill is not entitled to recover anything in respect of the share of profits contracted for, until the claims of the other creditors of the borrower or buyer for valuable consideration in money or money's worth have been satisfied.

4. Le prêteur, en vertu d'un contrat mentionné au sous-alinéa 3c)(iv), ne peut rien recouvrer au titre de son prêt et le vendeur de l'achalandage d'une entreprise pour une part des bénéfices de l'entreprise ne peut rien recouvrer au titre de la part de bénéfices tant que les créances des autres créanciers de l'emprunteur ou de l'acheteur comportant une contrepartie en numéraire ou en valeur équivalente n'ont pas été réglées, lorsque l'emprunteur ou l'acheteur de la clientèle :
 a) fait une cession dans l'intérêt de ses créanciers;
 b) conclut un accord prévoyant que ses créanciers ne recevront pas l'intégralité du montant de leurs créances;
 c) est insolvable au moment de son décès.

Créance des prêteurs et des vendeurs de clientèle

RELATIONS OF PARTNERS TO PERSONS DEALING WITH THEM

RAPPORTS ENTRE LES ASSOCIÉS ET LES PERSONNES QUI TRAITENT AVEC EUX

Partner as agent

5. (1) Every partner is an agent of the firm and the other partners for the purpose of the business of the partnership.

5. (1) Chaque associé est mandataire de la firme et de ses coassociés aux fins de l'entreprise de la société en nom collectif.

Mandataire de la firme

Power of partner to bind firm

(2) The acts of every partner who does any act for carrying on in the usual way business of the kind carried on by the firm of which the partner is a member, bind the firm and the partners, unless
 (a) the partner so acting has in fact no authority to act for the firm in the particular matter; and
 (b) the person with whom the partner is dealing
 (i) knows that the partner has no authority, or
 (ii) does not know or believe the partner to be a partner.

(2) Les actes ordinaires d'un associé dans le cadre de l'entreprise exploitée par la firme dont il est membre lient celle-ci et ses coassociés, sauf si :
 a) d'une part, cet associé n'a, en fait, aucun pouvoir d'agir pour la firme en ce qui concerne cette affaire;
 b) d'autre part, la personne avec laquelle il traite sait qu'il n'a aucun pouvoir, ou ne sait pas qu'il est un associé ou ne croit pas qu'il l'est.

Associé liant la firme

Act or instrument binding firm and partners

6. (1) An act or instrument
 (a) relating to the business of the firm, and
 (b) done or executed in the firm name, or in any other manner showing an intention to bind the firm, by any person authorized to do the act or execute the instrument,

6. (1) Un acte ou un écrit lie la firme et tous les associés dans le cas suivant :
 a) s'il se rapporte aux affaires de la firme;
 b) si l'acte est fait ou l'écrit souscrit sous la raison sociale de la firme ou de toute autre manière qui témoigne de l'intention de

Acte ou écrit liant la firme

whether or not the person is a partner, is binding on the firm and all the partners.

lier la firme, par quiconque y est autorisé, qu'il s'agisse ou non d'un associé.

Exception

(2) Subsection (1) does not affect any general rule of law relating to the execution of deeds, instruments or documents affecting land or negotiable instruments.

(2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte aux règles générales de droit concernant la passation d'actes solennisés, d'écrits ou de documents relatifs à un bien-fonds ou à des effets négociables.

Exception

Pledging credit of firm

7. (1) Where one partner pledges the credit of the firm for a purpose apparently not connected with the ordinary course of the business of the firm, the firm is not bound unless the partner is in fact specially authorized by the other partner or partners.

7. (1) Lorsqu'un associé engage le crédit de la firme pour un objet qui n'a manifestement aucun rapport avec le cours ordinaire des affaires de la firme, celle-ci n'est pas liée, à moins que l'associé ne soit, en fait, spécialement autorisé par ses coassociés.

Engagement du crédit de la firme pour les fins personnelles d'un associé

Personal liability

(2) Subsection (1) does not affect any personal liability incurred by an individual partner.

(2) Le paragraphe (1) ne vise aucunement la responsabilité personnelle engagée à titre individuel.

Responsabilité personnelle de l'associé

Effect of notice that firm will not be bound by acts of partner

8. Where it has been agreed between the partners that restrictions shall be placed on the power of one or more of them to bind the firm, no act done in contravention of the agreement is binding on the firm with respect to persons having notice of the agreement.

8. S'il a été convenu entre les associés de restreindre le pouvoir de l'un ou de plusieurs d'entre eux de lier la firme, aucun acte fait en violation de la convention ne lie la firme à l'égard des personnes ayant connaissance de cette convention.

Restrictions au pouvoir de lier la firme

Liability of partner

9. Every partner in a firm is liable jointly with the other partners, for all debts and obligations of the firm incurred while he or she is a partner and after the death of the partner, his or her estate is also severally liable, in the due course of administration, for those debts and obligations, so far as they remain unsatisfied but subject to the prior payment of his or her separate debts.

9. Les associés d'une firme sont responsables conjointement de toutes les dettes et de tous les engagements de la firme contractés au moment où ils sont associés et, après leur décès, leur succession en est responsable individuellement, dans la mesure où les dettes et engagements ne sont pas réglés, sous réserve toutefois du paiement préalable de leurs propres dettes.

Responsabilité des associés

Liability of firm for wrongs

10. Where, by any wrongful act or omission of any partner acting in the ordinary course of the business of the firm, or with the authority of the other partners,

(a) loss or injury is caused to any person not being a partner in the firm, or

(b) any penalty is incurred,

the firm is liable for the loss, injury or penalty to the same extent as the partner so acting or omitting to act.

10. La firme est responsable, dans la même mesure que l'associé, des omissions ou des actes fautifs de l'associé agissant dans le cours ordinaire des affaires de la firme ou avec l'autorisation de ses associés, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) une perte ou un préjudice est causé à une personne qui n'est pas un associé de la firme;

b) une pénalité est encourue.

Responsabilité de la firme

Mis-application of money or property

11. A firm is liable to make good the loss in the following cases, namely,

(a) where one partner acting within the scope of his or her apparent authority receives the money or property of a third person and misapplies it; and

(b) where the firm in the course of its business receives money or property of a third person, and the money or property is misapplied by one or more of the partners while it is in the custody of the firm.

11. La firme est tenue de compenser la perte subie dans les cas suivants :

a) un associé, agissant dans le cadre de son pouvoir apparent, reçoit des sommes ou des biens d'un tiers et en fait un mauvais usage;

b) la firme, dans le cours de ses affaires, reçoit des sommes ou des biens d'un tiers et, pendant qu'ils sont sous sa garde, un ou plusieurs associés en font un mauvais usage.

Mauvais usage de l'argent ou des biens

Liability for wrongs	<p>12. Every partner is liable jointly with the other partners and also severally for everything for which the firm becomes liable under section 10 or 11 while he or she is a partner in the firm.</p>	<p>12. Chacun des associés est responsable conjointement avec les autres ainsi qu'individuellement de tout ce dont la firme, pendant qu'il en est associé, devient responsable au titre des articles 10 ou 11.</p>	<p>Responsabilité des associés pour les fautes de la firme</p>
Improper employment of trust property for partnership purposes	<p>13. (1) Where a partner, being a trustee, improperly employs trust property in the business or on the account of the partnership, no other partner is liable for the trust property to the persons beneficially interested in the trust property.</p>	<p>13. (1) Si un associé, qui est fiduciaire, emploie de manière irrégulière des biens détenus en fiducie dans les affaires ou pour le compte de la société en nom collectif, nul autre associé n'est responsable de ces biens envers la personne qui y a un intérêt à titre de bénéficiaire.</p>	<p>Emploi irrégulier de biens détenus en fiducie</p>
Exception	<p>(2) This section does not affect any liability incurred by any partner by reason of the partner having notice of a breach of trust.</p>	<p>(2) Le présent article n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'associé qui a connaissance d'un abus de confiance.</p>	<p>Connaissance de l'abus de confiance</p>
Recovery of trust money	<p>(3) Nothing in this section prevents trust money from being followed and recovered from the firm if the trust money is still in its possession or under its control.</p>	<p>(3) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher la suite et le recouvrement des fonds de fiducie entre les mains de la firme, s'ils sont toujours en sa possession ou sous sa responsabilité.</p>	<p>Recouvrement des fonds de fiducie</p>
Persons liable by holding out	<p>14. (1) Subject to subsection (2), every person who</p> <p style="padding-left: 20px;">(a) by words spoken or written or by conduct represents himself or herself, or</p> <p style="padding-left: 20px;">(b) knowingly allows himself or herself to be represented,</p> <p>as a partner in a particular firm, is liable as a partner to any one who has on the faith of that representation given credit to the firm, whether or not the representation has been made or communicated to the person giving credit by or with the knowledge of the apparent partner making the representation or allowing it to be made.</p>	<p>14. (1) Sous réserve du paragraphe (2), une personne est responsable au même titre qu'un associé envers quiconque a consenti un prêt à cette firme sur la foi que cette personne en était un associé, que cette assertion ait ou non été faite ou communiquée au prêteur par le prétendu associé lui-même ou au su de celui-ci, si cette personne, selon le cas :</p> <p style="padding-left: 20px;">a) soit par écrit ou verbalement, soit par sa conduite, se présente comme un associé dans une firme;</p> <p style="padding-left: 20px;">b) permet sciemment d'être présentée comme tel.</p>	<p>Responsabilité du prétendu associé</p>
Death of partner	<p>(2) Where, after the death of a partner, the partnership business is continued in the old firm name, the continued use of that name or of the name of the deceased partner as part of that name does not of itself make the executors or administrators, estate or effects of the deceased partner liable for any partnership debts contracted after the death of the partner.</p>	<p>(2) Lorsque les affaires de la société en nom collectif sont poursuivies sous l'ancienne raison sociale après le décès d'un associé, le fait de continuer d'utiliser cette raison sociale ou le nom de l'associé décédé en tant que partie de celle-ci n'engage pas en soi les exécuteurs testamentaires, les administrateurs, la succession ou les effets de l'associé décédé à l'égard des dettes de la société contractées après son décès.</p>	<p>Associé décédé</p>

Admissions and representations of partners	15. An admission or representation made by a partner concerning the partnership affairs, and in the ordinary course of its business, is evidence against the firm.	15. L'aveu ou la déclaration d'un associé au sujet des affaires de la société dans le cours ordinaire de son entreprise constitue une preuve opposable à la firme.	Aveux et déclarations d'un associé
Notice to partner and to firm	16. Notice to any partner who habitually acts in the partnership business of any matter relating to partnership affairs operates as notice to the firm, except in the case of a fraud on the firm committed by or with the consent of that partner.	16. L'avis donné à un associé qui participe habituellement aux affaires de sa société et portant sur une question touchant celles-ci vaut avis donné à la firme, sauf en cas de fraude commise contre la firme par cet associé ou avec son consentement.	Avis réputé donné à la firme
Liability of incoming and outgoing partners	17. (1) A person who is admitted as a partner into an existing firm does not as a result of that become liable to the creditors of the firm for anything done before the person became a partner.	17. (1) La personne admise comme associé dans une firme existante ne devient pas, de ce fait, responsable envers les créanciers de la firme de ce qui a été fait avant qu'elle ne se joigne à la société.	Responsabilité du nouvel associé
Retiring partner	(2) A partner who retires from a firm does not as a result of that cease to be liable for partnership debts or obligations incurred before his or her retirement.	(2) L'associé qui se retire d'une firme ne cesse pas, de ce fait, d'être responsable des dettes et engagements contractés avant son départ.	Départ d'un associé
Agreement discharging liabilities	(3) A retiring partner may be discharged from any existing liabilities, by an agreement to that effect between the retiring partner and the members of the firm as newly constituted and the creditors.	(3) Si les membres de la firme nouvellement constituée et les créanciers en conviennent, l'associé qui se retire peut être libéré de toutes responsabilités existantes.	Convention de libération de responsabilités
Form of agreement	(4) The agreement referred to in subsection (3) may be expressed or inferred as a fact from the course of dealing between the creditors and the firm as newly constituted.	(4) La convention peut être expresse ou ressortir des rapports entre les créanciers et la firme désormais constituée.	Forme de la convention
Revocation of continuing guaranty by change in firm	18. A continuing guaranty given either to a firm or to a third person in respect of the transactions of a firm is, in the absence of agreement to the contrary, revoked as to future transactions by any change in the constitution of the firm to which, or of the firm in respect of the transactions of which, the guaranty was given.	18. Une garantie permanente consentie à une firme ou à un tiers pour les opérations d'une firme est, sauf convention contraire, révoquée relativement aux opérations futures par toute modification de la composition de la firme à laquelle la garantie a été consentie ou pour les opérations de laquelle elle a été consentie.	Révocation de la garantie permanente

**RELATIONS OF PARTNERS
TO ONE ANOTHER**

**RAPPORTS DES ASSOCIÉS
ENTRE EUX**

Variation by consent of terms of partnership	19. The mutual rights and duties of partners, whether ascertained by agreement or defined by this Act, may be varied by the consent of all the partners, and the consent may be either express or inferred from a course of dealing.	19. Les droits et obligations réciproques des associés, établis par convention ou définis par la présente loi, peuvent être modifiés du consentement unanime des associés. Ce consentement peut être exprès ou ressortir des rapports d'affaires des associés.	Modification des droits et obligations réciproques des associés
Partnership property	20. (1) Partnership property must be held and applied by the partners exclusively for the purposes of the partnership and in accordance with the partnership agreement.	20. (1) Les biens de la société ne peuvent être détenus et utilisés par les associés que pour les objets de la société en nom collectif et en conformité avec le contrat de société.	Utilisation des biens de la société
Interest in land	(2) The legal estate or interest in land that belongs to a partnership devolves according to the nature and tenure of the estate or interest and the general rules of law applicable to that, but in trust, so far as necessary, for the persons beneficially interested in the land under	(2) Le domaine ou l'intérêt foncier reconnu en common law appartenant à la société en nom collectif est dévolu selon sa nature et sa tenure, et selon les règles générales du droit qui s'y appliquent. Toutefois, il est mis en fiducie, si nécessaire, pour le compte des	Intérêt foncier

this section.

personnes qui y ont, en application du présent article, un intérêt bénéficiaire.

Co-owners of land

(3) Where co-owners of an estate or interest in land, not being itself partnership property, are partners as to profits made by the use of that land or estate, and purchase other land or estate out of the profits, to be used in like manner, the land or estate so purchased belongs to them in the absence of an agreement to the contrary, not as partners, but as co-owners, for the same respective estates and interests as are held by them in the land or estate first mentioned at the date of the purchase.

(3) Lorsque les copropriétaires d'un domaine ou d'un intérêt foncier reconnu en common law, qui n'est pas un bien de la société, sont associés relativement aux bénéfices tirés de l'usage de ce bien-fonds ou de ce domaine et qu'ils achètent au moyen des bénéfices quelque autre bien-fonds ou domaine destiné au même usage, le bien-fonds ou le domaine ainsi acheté leur appartient, à défaut de convention contraire, non en tant qu'associés, mais en tant que copropriétaires y ayant respectivement les mêmes droits et intérêts que ceux qu'ils détiennent dans le bien-fonds ou le domaine mentionné en premier lieu à la date de l'achat.

Copropriété d'un bien-fonds

Property bought with partnership money

21. Property bought with money belonging to the firm shall be deemed to have been bought on account of the firm unless the contrary intention appears.

21. Sauf intention contraire expresse, les biens achetés avec des fonds de la firme sont réputés avoir été achetés pour son compte.

Biens achetés avec les fonds de la firme

Land that becomes partnership property

22. Land or an interest in land that has become partnership property shall be treated as between the partners, including the representatives of a deceased partner, as personal or moveable and not real estate unless the contrary intention appears.

22. Le bien-fonds ou tout intérêt y afférent qui est devenu un bien de la société est, sauf intention contraire expresse, considéré entre les associés, y compris les représentants d'un associé décédé, comme bien meuble et non comme bien immeuble.

Bien-fonds réputé bien meuble

Writ of execution

23. (1) A writ of execution shall not issue against any partnership property except on a judgment against the firm.

23. (1) Un bref d'exécution concernant un bien de la société ne peut être délivré que pour l'exécution d'un jugement rendu contre la firme.

Bref d'exécution

Order

(2) The Supreme Court may, on application by summons by a judgment creditor of a partner,
(a) make an order charging the interest of the partner in the partnership property and profits with payment of the amount of the judgment debt and interest on it, and
(b) by the order mentioned in paragraph (a) or a subsequent order, appoint a receiver of the share of profits of the partner, whether already declared or accruing, and of any other money that may be coming to the partner in respect of the partnership, and direct all accounts and inquiries, and give all other orders and directions that might have been directed or given if the charge had been made in favour of the judgment creditor by the partner, or that the circumstances of the case may require.

(2) Sur demande faite par voie d'assignation par le créancier judiciaire d'un associé, la Cour suprême peut :
a) rendre une ordonnance grevant l'intérêt de cet associé dans les biens et bénéfices de la société d'une charge pour le paiement du montant de la créance judiciaire et des intérêts y afférents;
b) par cette ordonnance ou une ordonnance ultérieure, nommer un séquestre de toute somme qui peut être due à cet associé en ce qui concerne la société en nom collectif, notamment de sa part des bénéfices, déclarée ou à échoir, ordonner de procéder à des redditions de comptes et à des enquêtes et rendre toutes autres ordonnances ou directives qui auraient pu être rendues ou données, selon le cas, si la charge avait été constituée par l'associé en faveur du créancier judiciaire ou que les circonstances de l'affaire dictent.

Ordonnances de la Cour suprême

Other partners

(3) The other partner or partners of the partner referred to in subsection (2) are at liberty at any time to redeem the interest charged, or in case of a sale being

(3) Le ou les coassociés de cet associé peuvent en tout temps racheter l'intérêt grevé ou, si une vente est ordonnée, l'acheter.

Rachat de l'intérêt par les coassociés

directed, to purchase the interest charged.

Rules as to interests and duties of partners subject to special agreement

24. The interests of partners in the partnership property and their rights and duties in relation to the partnership shall be determined, subject to any agreement express or implied between the partners, by the following rules:

- (a) all the partners are entitled to share equally in the capital and profits of the business, and must contribute equally towards the losses, whether of capital or otherwise, sustained by the firm;
- (b) the firm is bound to indemnify every partner in respect of payments made and personal liabilities incurred by the partner
 - (i) in the ordinary and proper conduct of the business of the firm, or
 - (ii) in or about anything necessarily done for the preservation of the business or property of the firm;
- (c) a partner making, for the purpose of the partnership, any actual payment or advance beyond the amount of capital that the partner has agreed to subscribe, is entitled to interest from the date of the payment or advance;
- (d) a partner is not entitled, before the ascertainment of profits, to interest on the capital subscribed by the partner;
- (e) every partner may take part in the management of the partnership business;
- (f) no partner is entitled to remuneration for acting in the partnership business;
- (g) no person may be introduced as a partner without the consent of all existing partners;
- (h) any difference arising as to ordinary matters connected with the partnership business may be decided by a majority of the partners, but no change may be made in the nature of the partnership business without the consent of all existing partners;
- (i) the partnership books are to be kept at the place of business of the partnership, or the principal place, if there is more than one, and every partner may, when he or she thinks fit, have access to and inspect and copy any of them.

Expulsion of partner

25. No majority of the partners can expel any partner unless a power to do so has been conferred by express agreement between the partners.

24. Les intérêts des associés dans les biens de la société et leurs droits et obligations relativement à la société en nom collectif sont déterminés, sous réserve de toute convention expresse ou tacite entre les associés, selon les règles suivantes :

- a) tous les associés ont droit à une part égale du capital social et des bénéfices de l'entreprise, et doivent partager, à part égale, les pertes de capital ou autres subies par la firme;
- b) la firme est tenue d'indemniser tout associé des paiements qu'il fait et des obligations personnelles qu'il assume au cours de la gestion ordinaire et normale des affaires de la firme ou dans le cadre de tout ce qui est nécessairement fait pour protéger les affaires ou les biens de la firme;
- c) un associé qui effectue, aux fins de la société en nom collectif, un paiement ou une avance réel excédant le montant du capital qu'il s'est engagé à souscrire a droit aux intérêts à compter de la date du paiement ou de l'avance;
- d) un associé n'a pas droit, avant la détermination des bénéfices, aux intérêts sur le capital qu'il a souscrit;
- e) chaque associé peut participer à la gestion des affaires de la société;
- f) aucun associé n'a droit à une rémunération pour sa participation aux affaires de la société;
- g) nul ne peut devenir associé sans le consentement de tous les autres associés;
- h) tout différend surgissant dans le cours ordinaire des affaires de la société peut être tranché à la majorité des associés, mais aucune modification ne peut être apportée à la nature de l'entreprise de la société sans le consentement de tous les associés;
- i) les livres de la société doivent être tenus à l'établissement de la société, ou à son principal établissement s'il y a plus d'un établissement, et tout associé peut, lorsqu'il le juge à propos, les consulter et les examiner et en tirer copie.

Règles relatives aux intérêts, droits et obligations des associés

25. Les associés, à la majorité, ne peuvent exclure un associé, à moins que le pouvoir de le faire n'ait été prévu par convention expresse intervenue entre les

Exclusion d'associés

associés.

Retirement from partnership	<p>26. (1) Where</p> <p>(a) no fixed term has been agreed upon for the duration of the partnership, or</p> <p>(b) a partnership is continued after a fixed term has expired,</p> <p>any partner may determine the partnership at any time on giving notice of his or her intention to do so to all the other partners.</p>	<p>26. (1) Un associé peut, à tout moment, mettre fin à la société en nom collectif en notifiant son intention de le faire à tous les coassociés, dans les cas suivants :</p> <p>a) il n'existe pas de convention fixant la durée de la société;</p> <p>b) la société est maintenue après l'expiration du terme fixé.</p>	Retrait d'un associé
Notice	<p>(2) A notice in writing, signed by the partner giving it, is sufficient for the purpose of subsection (1) where the partnership has originally been constituted by deed.</p>	<p>(2) Un avis écrit, signé par l'associé qui le donne, suffit pour mettre fin à une société constituée à l'origine par un acte solennisé.</p>	Avis suffisant
Where partnership for term continued	<p>27. (1) Where a partnership entered into for a fixed term is continued after the term has expired and without any express new agreement, the rights and duties of the partners remain the same as they were at the expiration of the term so far as is consistent with the incidents of a partnership at will.</p>	<p>27. (1) Lorsque l'existence de la société en nom collectif formée pour un terme fixe est maintenue après l'expiration du terme sans nouvelle convention expresse, les droits et obligations des associés demeurent les mêmes, dans la mesure où ils sont compatibles avec les conditions inhérentes à une société à dissolution discrétionnaire.</p>	Maintien de l'existence d'une société à terme fixe
Presumption of continuance on old term	<p>(2) A continuance of the business by the partners or such of them as habitually acted therein during the term, without any settlement or liquidation of the partnership affairs, is presumed to be a continuance of the partnership.</p>	<p>(2) La continuation de l'entreprise par les associés ou ceux d'entre eux qui y participaient habituellement pendant sa durée, sans règlement ni liquidation des affaires de la société, fait présumer celle de la société.</p>	Présomption de continuation
Rendering accounts and information	<p>28. Partners are bound to render true accounts and full information of all things affecting the partnership to any partner or his or her legal representatives.</p>	<p>28. Les associés sont tenus de rendre des comptes exacts et de donner des renseignements complets relativement à toutes les affaires qui touchent la société en nom collectif, les associés ou leurs représentants légaux.</p>	Reddition de comptes et renseignements
Accountability of partners for private profits	<p>29. (1) Every partner is bound to account to the firm for any benefit derived by the partner without the consent of the other partners from any transaction concerning the partnership, or from any use by the partner of the partnership property, firm name or business connection.</p>	<p>29. (1) Chaque associé doit rendre compte à la firme des avantages qu'il a tirés, sans le consentement de ses coassociés, des opérations intéressant la société ou des usages qu'il a faits des biens, de la raison sociale ou des relations d'affaires de la société.</p>	Reddition de comptes pour avantages personnels
Additional application of subsection (1)	<p>(2) Subsection (1) also applies to transactions undertaken after a partnership has been dissolved by the death of a partner, and before the affairs of the partnership have been completely wound up, either by any surviving partner or by the representatives of the deceased partner.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique également aux opérations entreprises après la dissolution de la société en nom collectif, par suite du décès d'un associé, et avant que les affaires de celle-ci n'aient été entièrement liquidées, soit par un associé survivant, soit par les représentants de l'associé décédé.</p>	Application après la dissolution

Partner competing with firm	30. A partner who, without the consent of the other partners, carries on any business of the same nature as and competing with that of the firm is bound to account for and pay over to the firm all profits made by the partner in that business.	30. L'associé qui, sans le consentement de ses coassociés, exploite une entreprise de même nature que celle de la firme et qui entre en concurrence avec elle est tenu de rendre compte à la firme de tous les bénéfices qu'il a tirés de cette entreprise et de les lui verser.	Concurrence par un associé
Definition of "assignee"	31. (1) In this section "assignee" includes mortgagee or encumbrancee.	31. (1) Au présent article, sont assimilés à des cessionnaires les créanciers hypothécaires et les grevés.	Définition de cessionnaire
Rights of assignee of share in partnership	<p>(2) An assignment by a partner of his or her share in the partnership, either absolute or by way of mortgage, encumbrance or redeemable charge, does not, as against the other partners, entitle the assignee, during the continuance of the partnership,</p> <p style="margin-left: 20px;">(a) to interfere in the management or administration of the partnership business or affairs,</p> <p style="margin-left: 20px;">(b) to require any accounts of the partnership transactions, or</p> <p style="margin-left: 20px;">(c) to inspect the partnership books,</p> <p>but entitles the assignee only to receive the share of profits to which the assigning partner would otherwise be entitled.</p>	<p>(2) La cession absolue ou sous la forme d'une hypothèque, d'un grèvement ou d'une charge rachetable par un associé de sa part dans la société en nom collectif, confère au cessionnaire le droit de toucher la part de bénéfices à laquelle le cédant aurait droit. Toutefois, le cessionnaire ne peut, pendant la durée de la société, opposer aux autres associés le droit :</p> <p style="margin-left: 20px;">a) d'intervenir dans la gestion ou l'administration des affaires de la société;</p> <p style="margin-left: 20px;">b) d'exiger des comptes sur ses opérations;</p> <p style="margin-left: 20px;">c) d'examiner ses livres.</p>	Droits du cessionnaire
Account of profits	(3) The assignee referred to in subsection (2) is bound to accept the account of profits agreed to by the partners.	(3) Le cessionnaire est tenu d'accepter l'état des bénéfices approuvé par les associés.	État des bénéfices
Rights of assignee	(4) Where a partnership is dissolved, whether as respects all the partners or the assigning partner, the assignee is entitled to receive the share of the partnership assets to which the assigning partner is entitled as between the assigning partner and the other partners, and, for the purpose of ascertaining that share, to an account as from the date of the dissolution.	(4) En cas de dissolution de la société en nom collectif, le cessionnaire a droit, en ce qui concerne tous les associés ou l'associé cédant, à la part de l'actif social de la société à laquelle l'associé cédant a droit au même titre que ses coassociés. Pour déterminer cette part, il a droit à un compte rendu de ce qui a été fait à partir de la date de la dissolution.	Droits du cessionnaire lors de la dissolution

DISSOLUTION OF PARTNERSHIP

DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

Dissolution by expiration or notice	32. Subject to an agreement between the partners, a partnership is dissolved	32. Sous réserve de toute convention conclue entre les associés, la société en nom collectif est dissoute :	Dissolution à l'expiration du terme ou notification
	<p style="margin-left: 20px;">(a) where it was entered into for a fixed term, by the expiration of that term;</p> <p style="margin-left: 20px;">(b) where it was entered into for a single adventure or undertaking, by the termination of that adventure or undertaking; or</p> <p style="margin-left: 20px;">(c) where it was entered into for an undefined period of time, by any partner giving notice to the other or others of his or her intention to dissolve the partnership, and in that case the partnership is dissolved as from the date mentioned in the notice as the date of dissolution or, if no date is so mentioned, as from the date of the</p>	<p style="margin-left: 20px;">a) à l'expiration du terme, si elle a été formée pour un terme fixe;</p> <p style="margin-left: 20px;">b) par la réalisation de la seule fin ou de la seule entreprise pour laquelle elle a été formée;</p> <p style="margin-left: 20px;">c) si elle a été formée pour une période indéterminée, par l'avis, donné par un associé aux autres, de son intention de dissoudre la société; dans ce cas, la société en nom collectif est dissoute à compter de la date mentionnée dans l'avis comme date de la dissolution ou, faute d'une telle mention, à compter de la date de la communication de l'avis.</p>	

communication of the notice.

L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 5.

Dissolution by death or assignment

33. (1) Subject to an agreement between the partners, every partnership is dissolved as regards all the partners by

- (a) the death of a partner; or
- (b) the assignment by a partner of the property of the partner in trust for the benefit of the creditors of the partner.

33. (1) Sous réserve de toute convention conclue entre les associés, la société en nom collectif est dissoute, en ce qui concerne tous les associés, dans les cas suivants :

- a) le décès d'un associé;
- b) la cession par un associé de ses biens en fiducie dans l'intérêt de ses créanciers.

Dissolution par le décès ou la cession

Dissolution by charging share

(2) A partnership may, at the option of the other partners, be dissolved when a partner allows his or her share of the partnership property to be charged under this Act for the separate debt of the partner.

(2) Elle peut être dissoute au gré des associés si un associé permet que sa part des biens de la société soit grevée d'une charge, au titre de la présente loi, pour sa dette individuelle.

Part grevée d'une charge

Dissolution by illegality of partnership

34. A partnership is in every case dissolved by the happening of any event that makes it unlawful for the business of the firm to be carried on or for the members of the firm to carry it on in partnership.

34. Dans tous les cas, la société en nom collectif est dissoute par la réalisation d'un événement qui rend illégale l'exploitation de l'entreprise par la firme ou son exploitation dans le cadre d'une société en nom collectif par les membres de la firme.

Entreprise devenue illégale

Dissolution by Supreme Court

35. On application by a partner, the Supreme Court may decree a dissolution of the partnership in any of the following cases:

- (a) when a partner is shown to the satisfaction of the Supreme Court to be of permanently unsound mind, in which case the application may be made as well on behalf of that partner by his or her guardian or next friend or person having title to intervene as by any other partner;
- (b) when a partner, other than the partner suing, becomes in any other way permanently incapable of performing his or her part of the partnership contract;
- (c) when a partner, other than the partner suing, has been guilty of conduct that, in the opinion of the Supreme Court having regard to the nature of the business, is calculated prejudicially to affect the carrying on of the business;
- (d) when a partner, other than the partner suing, wilfully or persistently commits a breach of the partnership agreement or otherwise so conducts himself or herself in matters relating to the partnership business that it is not reasonably practicable for the other partner or partners to carry on the business in partnership with the partner;
- (e) when the business of the partnership can only be carried on at a loss;
- (f) whenever in any case circumstances have arisen that, in the opinion of the Supreme Court, render it just and equitable that the partnership be dissolved.

35. À la demande d'un associé, la Cour suprême peut prononcer la dissolution de la société en nom collectif dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il est prouvé à la Cour suprême qu'un associé est mentalement incapable à titre permanent, auquel cas la demande peut être formulée pour le compte de cet associé par son curateur, son plus proche ami ou une personne ayant qualité pour intervenir, de même que par tout autre associé;
- b) lorsqu'un associé, autre que l'auteur de la demande, devient de quelque autre manière incapable de façon permanente d'exécuter sa part du contrat de société;
- c) lorsqu'un associé, autre que l'auteur de la demande, s'est rendu coupable d'actes qui, de l'avis de la Cour suprême et compte tenu de la nature de l'entreprise, sont susceptibles de nuire à l'exploitation de l'entreprise;
- d) lorsqu'un associé, autre que l'auteur de la demande, viole volontairement ou avec persistance le contrat de société ou se comporte, en ce qui concerne les affaires de la société, de façon telle qu'il est pratiquement impossible pour les coassociés d'exploiter l'entreprise avec lui dans le cadre d'une société en nom collectif;
- e) lorsque l'entreprise de la société ne peut être exploitée qu'à perte;
- f) dans chaque cas où la Cour suprême est d'avis que, compte tenu des circonstances, il est juste et équitable de

Dissolution par la Cour suprême

dissoudre la société.

Rights of persons dealing with apparent members of firm

36. (1) Where a person deals with a firm after a change in its constitution, the person is entitled to treat all apparent members of the old firm as still being members of the firm until the person has notice of the change.

36. (1) La personne qui traite avec une firme, après une modification à la composition de celle-ci, a le droit, tant qu'elle n'est pas mise au courant de la modification, de considérer comme membres de la firme tous ceux qui apparemment étaient membres de l'ancienne firme.

Membre apparent de la firme

Notice by publication

(2) The following constitutes notice of dissolution of a partnership to persons who had no dealings with the firm before the later of the day of registration referred to in paragraph (a) and the day of publication referred to in paragraph (b):

- (a) the registration of a declaration certifying the dissolution of the partnership referred to in subsection 50.1(1), where the declaration is required to be filed;
- (b) the publication of a declaration certifying the dissolution of the partnership in the form prescribed under subsection 50.1(1)
 - (i) once in the *Northwest Territories Gazette*, and
 - (ii) once in each week for two consecutive weeks in a newspaper having wide circulation in the place where the partnership has its principal place of business.

(2) Tiennent lieu d'avis de dissolution d'une société en nom collectif à l'égard des tiers n'ayant eu aucun rapport avec la firme avant la date de l'enregistrement mentionnée à l'alinéa a) ou la date de publication mentionnée à l'alinéa b), selon la plus tardive de ces dates :

Avis par publication

- a) soit l'enregistrement d'une déclaration certifiant la dissolution de la société en nom collectif mentionnée au paragraphe 50.1(1) dans le cas où le dépôt de la déclaration est obligatoire;
- b) soit la publication d'une déclaration certifiant la dissolution de la société en nom collectif effectuée selon la formule prévue au paragraphe 50.1(1) :
 - (i) une fois dans la *Gazette des Territoires du Nord-Ouest*,
 - (ii) une fois par semaine, pendant deux semaines consécutives, dans un journal à grande diffusion dans le lieu où la société en nom collectif a son établissement principal.

Liability of estate

(3) The estate of a partner who

- (a) dies or assigns for the benefit of his or her creditors, or
- (b) not having been known to the person dealing with the firm to be a partner, retires from the firm,

is not liable for partnership debts contracted after the date of the death, assignment or retirement.
S.N.W.T. 1994,c.7,s.6.

(3) Ne répond pas des dettes de la société en nom collectif contractées après le décès, la cession ou la retraite, le patrimoine de l'associé qui, selon le cas :

- a) décède ou fait une cession au profit de ses créanciers;
- b) se retire de la firme, n'ayant pas été connu comme associé par la personne qui a des rapports d'affaires avec elle.

L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 6.

Patrimoine de l'associé

Rights of partner to give notice of dissolution

37. On the dissolution of a partnership or retirement of a partner, any partner may publicly give notice of the dissolution or retirement and require the other partner or partners to concur for that purpose in all necessary or proper acts, if any, that cannot be done without his or her or their concurrence.

37. Tout associé peut rendre publique la dissolution de la société en nom collectif ou le retrait d'un associé et exiger des autres associés qu'ils participent à cette fin à tous les actes qui exigent leur participation. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 7.

Dissolution rendue publique

Continuing authority of partners for purposes of winding up

38. After the dissolution of a partnership, the authority of each partner to bind the firm, and the other rights and obligations of the partners, continue notwithstanding the dissolution so far as may be necessary to wind up the affairs of the partnership, and to complete transactions begun but unfinished at the time of the dissolution, but not otherwise.

38. Le pouvoir de chaque associé de lier la firme ainsi que les autres droits et obligations des associés subsistent après la dissolution de la société en nom collectif, dans la mesure où ils sont nécessaires pour liquider les affaires de la société et compléter les opérations en cours au moment de la dissolution.

Pouvoir des associés de lier la firme après la liquidation

Rights of partners as to application of partnership property

39. On the dissolution of a partnership, every partner is entitled, as against the other partners in the firm, and all persons claiming through them in respect of their interests as partners, to have

- (a) the property of the partnership applied in payment of the debts and liabilities of the firm, and
- (b) the surplus assets after the payment referred to in paragraph (a) applied in payment of what may be due to the partners respectively after deducting what may be due from them as partners to the firm,

and for that purpose, any partner or his or her representatives may on the termination of the partnership apply to the Supreme Court to wind up the business and affairs of the firm.

Repayment of premium when partnership prematurely dissolved

40. Where one partner has paid a premium to another on entering into a partnership for a fixed term, and the partnership is dissolved before the expiration of that term otherwise than by the death of a partner, the Supreme Court may order the repayment of the premium, or of such part of the premium as it thinks just, having regard to the terms of the partnership contract and to the length of time during which the partnership has continued, unless

- (a) the dissolution is, in the judgment of the Supreme Court, wholly or chiefly due to the misconduct of the partner who paid the premium; or
- (b) the partnership has been dissolved by an agreement containing no provision for a return of any part of the premium.

Rights when partnership dissolved for fraud or misrepresentation

41. Where a partnership contract is rescinded on the ground of the fraud or misrepresentation of one of the parties to the contract, the party entitled to rescind is, without prejudice to any other right, entitled

- (a) to a lien on, or right of retention of, the surplus of the partnership assets, after satisfying the partnership liabilities, for any sum of money paid by that party for the purchase of a share in the partnership and for any capital contributed by that party;
- (b) to stand in the place of the creditors of the firm for any payments made by that party in respect of the partnership liabilities; and
- (c) to be indemnified by the person guilty of the fraud or making the representation, against all the debts and liabilities of the firm.

39. À la dissolution de la société en nom collectif, chacun des associés peut exiger, vis-à-vis de ses coassociés et de tous leurs ayants droit au titre de leurs intérêts en tant qu'associés, que :

- a) les biens de la société soient affectés au paiement des dettes et obligations de la firme;
- b) le solde de l'actif, après paiement au titre de l'alinéa a), soit affecté à ce qui peut être dû à chacun des associés, après déduction de ce que ceux-ci peuvent devoir à la firme.

À cette fin, tout associé ou ses représentants peuvent, lorsque la société prend fin, demander à la Cour suprême de liquider l'entreprise et les affaires de la firme.

Droits des associés dans les biens de la société

40. Lorsqu'un associé verse une prime à un coassocié au moment de la formation d'une société à terme fixe et que celle-ci est dissoute avant l'expiration du terme autrement que par le décès d'un associé, la Cour suprême peut ordonner le remboursement de la prime, ou partie de celle-ci qu'elle estime juste, en tenant compte des clauses du contrat de société et de la durée d'existence de la société, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) la dissolution résulte, de l'avis de la Cour suprême, entièrement ou principalement de la mauvaise conduite de l'associé qui a versé la prime;
- b) la société a été dissoute selon une convention ne renfermant aucune disposition prévoyant le remboursement de tout ou partie de la prime.

Prime versée par un associé

41. Si le contrat d'association d'une société en nom collectif est résolu en raison de la fraude ou d'une déclaration inexacte de l'une des parties contractantes, celle qui peut en demander la résolution a, sous réserve de tout autre droit :

- a) le droit à un privilège ou droit de rétention sur le solde de l'actif social, après acquittement des obligations de la société, pour toute somme versée à l'achat d'une part dans la société et pour tout capital apporté;
- b) le droit d'être subrogé aux créanciers de la firme pour tous paiements effectués par elle au titre des obligations de la société;
- c) le droit d'être indemnisée de toutes les dettes et obligations de la firme par la personne coupable de la fraude ou de la déclaration inexacte.

Dissolution pour fraude ou déclaration inexacte

Rights of outgoing partner to share profits made after dissolution

42. (1) Subject to subsection (2), where a member of a firm

- (a) dies or otherwise ceases to be a partner, and
- (b) the surviving or continuing partners carry on the business of the firm with its capital or assets without any final settlement of accounts as between the firm and the estate of the deceased partner, or the outgoing partner or his or her estate,

in the absence of any agreement to the contrary, the estate of the deceased partner, or the outgoing partner or his or her estate, is entitled at the option of the representatives of the deceased partner, or the outgoing partner or his or her representatives, to the share of the profits made since the dissolution that the Supreme Court may find to be attributable to the use of his or her share of the partnership assets, or to interest on the amount of his or her share of the partnership assets.

Interest of deceased or outgoing partner

(2) Where the partnership contract gives an option to surviving or continuing partners to purchase the interest of a deceased or outgoing partner, and that option is duly exercised, the estate of the deceased partner, or the outgoing partner or his or her estate, is not entitled to any further or other share or profits but where a partner assuming to act in exercise of the option does not in all material respects comply with the terms of it, that partner is liable to account under this section.

Share of outgoing or deceased partner

43. Subject to an agreement between the partners, the amount due from surviving or continuing partners to an outgoing partner or the representatives of a deceased partner in respect of the share of the outgoing or deceased partner, is a debt accruing at the date of the dissolution or death.

Rules for distribution of assets on final settlement of accounts

44. In settling accounts between the partners after a dissolution of partnership, the following rules shall, subject to any agreement, be observed:

- (a) losses, including losses and deficiencies of capital, must be paid first out of profits, next out of capital, and lastly, if necessary, by the partners individually in the proportion in which they were entitled to share profits;
- (b) the assets of the firm including the sums, if any, contributed by the partners to make up losses or deficiencies of capital, must be applied in the following manner and order:
 - (i) in paying the debts and liabilities of the firm to persons who are not partners in the firm,
 - (ii) in paying to each partner rateably

42. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf convention contraire, la succession de l'associé décédé, ou l'associé sortant ou sa succession, a le choix entre la part des bénéfices réalisés depuis la dissolution que la Cour suprême estime imputable à l'utilisation de sa part de l'actif social ou l'intérêt sur le montant de sa part de l'actif social. Ce droit est subordonné à l'absence d'arrêté de compte entre la société et la succession de l'associé décédé ou l'associé sortant ou sa succession.

Droit à la part des bénéfices de l'associé sortant ou décédé

(2) Lorsque le contrat de société permet aux associés survivants ou restants d'acheter l'intérêt d'un associé décédé ou sortant et que ce pouvoir est dûment exercé, la succession de l'associé décédé, l'associé sortant ou sa succession ne peuvent bénéficier d'aucune autre part des bénéfices. Toutefois, l'associé qui prétend agir dans le cadre de ce pouvoir et qui ne se conforme pas, à tous égards essentiels, aux conditions y afférents est tenu de rendre des comptes en vertu du présent article.

Achat de l'intérêt d'un associé décédé ou sortant

43. Sous réserve d'une convention entre les associés, est exigible à la date de la dissolution ou du décès la somme due par les associés survivants ou restants à un associé sortant ou aux représentants d'un associé décédé au titre de la part de l'associé sortant ou décédé.

Part d'un associé sortant ou décédé

44. Pour le règlement des comptes entre les associés après la dissolution de la société en nom collectif, les règles suivantes doivent, sous réserve de toute convention, être observées :

Règles de distribution lors de la liquidation

- a) les pertes, y compris les pertes et l'insuffisance de capital social, doivent être imputées, d'abord, sur les bénéfices, puis, sur le capital et, enfin, si nécessaire, elles doivent être couvertes par chacun des associés dans la proportion de la part des bénéfices qu'il avait le droit de toucher;
- b) l'actif de la firme, y compris les sommes apportées par les associés, le cas échéant, pour combler les pertes ou les insuffisances de capital social, doit être employé selon les modalités et l'ordre suivants :
 - (i) pour payer les dettes et obligations

- what is due from the firm to the partner for advances as distinguished from capital,
- (iii) in paying to each partner rateably what is due from the firm to the partner in respect of capital,
- (iv) the ultimate residue, if any, must be divided among the partners in the proportion in which profits are divisible.

- de la firme aux personnes qui n'y sont pas associées,
- (ii) pour payer à chacun des associés, proportionnellement, ce que la firme lui doit au titre d'avances considérées distinctes du capital,
- (iii) pour payer à chacun des associés, proportionnellement, ce que la firme lui doit au titre du capital,
- (iv) le reliquat final, le cas échéant, doit être réparti entre les associés dans la proportion du partage des bénéfices.

REGISTRATION OF DECLARATION

ENREGISTREMENT

Filing of declaration of partnership	45. (1) All persons associated in partnership for trading, manufacturing or mining purposes in the Territories shall cause to be filed a declaration in the prescribed form signed by every member of the partnership.	45. (1) Les personnes qui forment une société en nom collectif à des fins de commerce, de fabrication ou d'exploitation minière dans les territoires déposent une déclaration selon la formule prescrite, signée par tous les membres de la société.	Dépôt d'une déclaration de société
Where members absent	(2) Where any of the members are absent from the place where they carry on or intend to carry on business at the time of making a declaration referred to in subsection (1), the declaration must be signed by the members present, in their own names and also for the absent members under their special authority to that effect.	(2) Si, au moment de faire la déclaration, des membres sont absents du lieu où la société exploite ou se propose d'exploiter l'entreprise, les membres présents doivent signer la déclaration en leur propre nom et, en vertu d'une procuration spéciale à cet effet, pour les membres absents.	Membres absents
Special authority	(3) A special authority referred to in subsection (2) shall be filed with the document or one of the documents executed in exercise of the special authority. S.N.W.T. 1994,c.7,s.8.	(3) La procuration spéciale mentionnée au paragraphe (2) est déposée avec le document ou l'un des documents signés dans l'exercice de la procuration spéciale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 8.	Procuration spéciale
Time for filing declaration	46. The declaration referred to in subsection 45(1) must be filed within 60 days after the formation of the partnership. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.	46. La déclaration mentionnée au paragraphe 45(1) est déposée dans les 60 jours qui suivent la formation de la société en nom collectif. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.	Délai pour le dépôt de la déclaration
Declaration where alteration in partnership	47. (1) Within 60 days after any of the following changes in respect of a partnership take place, the firm shall file a declaration, signed by every member of the partnership, stating the change in a form similar to the one prescribed under subsection 45(1): (a) a change in the membership of the partnership; (b) a change in the name of the firm; (c) a change in any other information contained in the declaration referred to in subsection 45(1).	47. (1) Lorsque survient au sein d'une société en nom collectif : a) soit une modification de la composition de la société en nom collectif; b) soit une modification du nom de la firme; c) soit une modification des renseignements se trouvant à la déclaration mentionnée au paragraphe 45(1); la société en nom collectif doit, dans les soixante jours qui suivent cette modification, déposer une déclaration signée par tous les associés indiquant la modification selon une formule semblable à celle prévue au paragraphe 45(1).	Déclaration si modification au sein de la société
Application of subsections 45(2), (3)	(2) Subsections 45(2) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, to a declaration filed under this section. S.N.W.T.	(2) Les paragraphes 45(2) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une déclaration déposée en vertu du présent article. L.T.N.-O. 1994,	Application des paragraphes 45(2) et (3)

1994,c.7,s.9.

ch. 7, art. 9.

Declaration re business name	48. A declaration in the prescribed form shall be filed by every person who <ul style="list-style-type: none">(a) is engaged in business for trading, manufacturing or mining purposes; and(b) who is not associated in partnership with any other person or persons but uses as a business name<ul style="list-style-type: none">(i) a name or designation other than the person's own name, or(ii) the person's own name, where the person is an individual, with the addition of "and company" or some other word or phrase indicating a plurality of members in the business. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.	48. Une déclaration selon la formule prescrite doit être déposée par quiconque : <ul style="list-style-type: none">a) exerce une entreprise à des fins de commerce, de fabrication ou d'exploitation minière;b) n'est pas, avec d'autres personnes, associé d'une société en nom collectif, mais utilise une raison sociale qui est :<ul style="list-style-type: none">(i) soit un nom ou une désignation autre que son propre nom,(ii) soit le nom de la personne, s'il s'agit d'une personne physique, suivi de l'expression «et compagnie» ou d'une expression qui indique que plusieurs personnes font affaire sous cette raison sociale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.	Déclaration relative à la raison sociale
Time for filing declaration	49. The declaration referred to in section 48 must be filed within 60 days after the business name is first used. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.	49. La déclaration mentionnée à l'article 48 est déposée dans les 60 jours qui suivent la première utilisation de la raison sociale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.	Délai pour dépôt de la déclaration
Declaration where change in information	50. Within 60 days after a change in any of the information set out in a declaration referred to in section 48, other than the business name or the person using the business name, the person using the business name shall file a declaration stating the change in a form similar to the one prescribed under section 48. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.	50. Dans les 60 jours qui suivent toute modification des renseignements contenus à la déclaration mentionnée à l'article 48, autre qu'une modification relative à la raison sociale ou à la personne qui l'utilise, la personne qui utilise la raison sociale dépose une déclaration décrivant la modification selon une formule semblable à celle prévue à l'article 48. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.	Déclaration si l'information est modifiée
Declaration of dissolution where declaration filed	50.1. (1) Where a partnership, for which a declaration referred to in subsection 45(1) is registered, is dissolved, all partners shall cause to be filed, within 60 days after the dissolution, a declaration certifying the dissolution of the partnership in the prescribed form signed by one or more of the partners.	50.1. (1) Lorsqu'est dissoute la société en nom collectif pour laquelle la déclaration mentionnée au paragraphe 45(1) a été enregistrée, tous les associés déposent, dans les 60 jours qui suivent la dissolution, une déclaration certifiant la dissolution de la société en nom collectif selon la formule prescrite et signée par au moins l'un des associés.	Déclaration de dissolution si la déclaration est déposée
Declaration of dissolution in other case	(2) In any case other than that referred to in subsection (1), on the dissolution of a partnership, one or more of the partners may sign a declaration certifying the dissolution of the partnership in the prescribed form.	(2) Dans un cas autre que celui mentionné au paragraphe (1), au moins un associé peut, lors de la dissolution de la société en nom collectif, signer une déclaration certifiant la dissolution de la société en nom collectif selon la formule prescrite.	Déclaration de dissolution en d'autres cas
Partnership that dissolved before section came into force	(3) Where a partnership is dissolved before the coming into force of this section, a declaration certifying the dissolution of the partnership in the prescribed form, signed by all or any of the persons who composed the partnership, may be filed if a declaration in respect of the partnership was registered under subsection 45(1) before the coming into force of this section. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.	(3) Lorsqu'une société en nom collectif est dissoute avant l'entrée en vigueur du présent article, une déclaration certifiant la dissolution de la société en nom collectif selon la formule prescrite signée par toutes ou par l'une ou l'autre des personnes formant la société en nom collectif peut être déposée, si une déclaration relative à la société en nom collectif a été enregistrée en vertu du paragraphe 45(1) avant l'entrée	Dissolution de la société avant l'entrée en vigueur du présent article

en vigueur du présent article. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.

Where business name ceases to be used

50.2. (1) Where a person ceases to use a business name for which a declaration referred to in section 48 is registered, the person shall file a declaration, in the prescribed form, certifying that fact within 60 days after the person ceases to use the name.

50.2. (1) La personne qui cesse d'utiliser une raison sociale pour laquelle est enregistrée la déclaration mentionnée à l'article 48 dépose, dans les 60 jours qui suivent la cessation de cette utilisation et selon la formule prescrite, une déclaration certifiant cet état.

Cessation d'utilisation de la raison sociale

Where person ceased to use trade name before section came into force

(2) Where, before the coming into force of this section, a person ceased to use a name or designation in respect of which a declaration was registered under section 48, the person may file a declaration certifying that fact. S.N.W.T. 1994,c.7,s.9.

(2) La personne qui cesse, avant l'entrée en vigueur du présent article, d'utiliser une raison sociale pour laquelle une déclaration a été enregistrée en vertu de l'article 48, peut déposer une déclaration certifiant cet état. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 9.

Cessation d'utilisation de la raison sociale par une personne avant l'entrée en vigueur du présent article

Binding effect of declaration

51. The allegations in a declaration made under this Act cannot be controverted
(a) by a person who has signed the declaration; or
(b) as against a party not being a partner by a person who has not signed the declaration but who was in fact a member of the partnership mentioned in the declaration at the time the declaration was made. S.N.W.T. 1994,c.7,s.10.

51. Toute déclaration faite en vertu de la présente loi fait foi de son contenu à l'encontre des personnes suivantes :
a) les signataires;
b) au profit des tiers, la personne qui, bien que non signataire de la déclaration, était, en fait, un associé mentionné dans la déclaration à l'époque où elle a été faite. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 10.

Effet de la déclaration

Liability of persons signing declaration

52. (1) A person who has signed a declaration shall be deemed not to have ceased to be a partner until a declaration referred to in section 47 or subsection 50.1(1) is made by the person or by the other partners or any of them and is registered.

52. (1) Le signataire d'une déclaration est réputé demeurer associé jusqu'à ce que la déclaration mentionnée à l'article 47 ou au paragraphe 50.1(1) ait été faite par le signataire ou par les autres associés, ou l'un d'eux, et soit enregistrée.

Responsabilité des signataires

Failure to declare

(2) Nothing in this section exempts from liability any person who, being a partner, fails to declare that he or she is a partner and that person may, notwithstanding the omission, be sued jointly with the partners mentioned in the declaration or they may be sued alone and if judgment is recovered against them, any other partner may be sued jointly or severally in an action on the original cause of action on which the judgment was rendered.

(2) Le paragraphe (1) n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'associé qui omet de faire la déclaration. Sans égard à cette omission, il peut être poursuivi conjointement avec les associés mentionnés dans la déclaration. Si ceux-ci sont poursuivis séparément et condamnés, la cause d'action peut fonder une poursuite subséquente, conjointe ou individuelle, contre tout autre associé.

Omission de déclarer

Rights of partners

(3) Nothing in this Act shall be construed to affect the rights of any partners with regard to each other except that no declaration shall be controverted by any person who signed it. S.N.W.T. 1994,c.7,s.11.

(3) La présente loi n'a aucune incidence sur les droits des associés entre eux, sauf que toute déclaration est opposable à quiconque en est signataire. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 11.

Droits des associés entre eux

Offence and punishment

53. Every member of a firm or other person that is required to file a declaration under this Part and fails to do so is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$200. S.N.W.T. 1994,c.7,s.12.

53. Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 200 \$, tout associé ou toute autre personne qui ne se conforme pas à l'obligation de déposer une déclaration en vertu de la présente partie. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 12.

Infraction et peine

LIMITED PARTNERSHIPS FORMED
IN THE TERRITORIES
S.N.W.T. 1994,c.7,s.13

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE FORMÉES
DANS LES TERRITOIRES
L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 13

Definitions	<p>54. In this Part,</p> <p>"certificate" means a certificate made and registered under section 58 and includes a certificate as amended; (<i>certificat</i>)</p> <p>"limited partnership" means a limited partnership formed under this Part; (<i>société en commandite</i>)</p> <p>"substituted limited partner" means a person who is admitted to all the rights of a limited partner who has died or has assigned his or her interest in the limited partnership. (<i>commanditaire remplaçant</i>) S.N.W.T. 1994,c.7,s.13.</p>	<p>54. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.</p> <p>«certificat» Certificat établi et enregistré en vertu de l'article 58, y compris un certificat ayant été modifié. (<i>certificat</i>)</p> <p>«commanditaire remplaçant» Personne qui accède aux droits d'un commanditaire décédé ou à ceux d'un commanditaire ayant cédé son intérêt dans la société en commandite. (<i>substituted limited partner</i>)</p> <p>«société en commandite» Société en commandite formée en vertu de la présente partie. (<i>limited partnership</i>) L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 13.</p>	<p>Définitions</p>
Interpretation	<p>55. In the case of a limited partnership, this Act shall be read subject to this Part. S.N.W.T. 1994,c.7,s.13.</p>	<p>55. Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 13.</p>	<p>Interprétation</p>
Application	<p>56. Section 45 does not apply to limited partnerships. S.N.W.T. 1994,c.7,s.13.</p>	<p>56. L'article 45 ne s'applique pas à la société en commandite. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 13.</p>	<p>Application</p>
Limited partnerships	<p>57. (1) A limited partnership may, subject to this Part, be formed to carry on any business that a partnership without limited partners may carry on.</p>	<p>57. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une société en commandite peut être formée en vue d'exploiter toute entreprise qu'une société en nom collectif peut exploiter.</p>	<p>Objet des sociétés en commandite</p>
Composition	<p>(2) A limited partnership shall be composed of</p> <p>(a) one or more persons who are general partners; and</p> <p>(b) one or more persons who are limited partners.</p>	<p>(2) La société en commandite se compose des personnes suivantes :</p> <p>a) une ou plusieurs personnes appelées commandités;</p> <p>b) une ou plusieurs personnes appelées commanditaires.</p>	<p>Composition</p>
Number of limited partners	<p>(3) Notwithstanding section 3 of the <i>Companies Act</i>, there may be any number of limited partners in a limited partnership.</p>	<p>(3) Malgré l'article 3 de la <i>Loi sur les compagnies</i>, une société en commandite peut se composer d'un nombre illimité de commanditaires.</p>	<p>Nombre de commanditaires</p>
Formation of limited partnership	<p>58. (1) A limited partnership is formed when a certificate substantially complying with subsection (2) is registered.</p>	<p>58. (1) La société en commandite est formée par l'enregistrement d'un certificat sensiblement conforme aux exigences du paragraphe (2).</p>	<p>Formation de la société en commandite</p>
Contents of certificate	<p>(2) A certificate must be signed by all the persons wishing to form a limited partnership and must state</p> <p>(a) the firm name under which the limited partnership is to be conducted;</p> <p>(b) the character of the business;</p> <p>(c) the name and place of residence of each partner, general and limited partners being respectively designated;</p> <p>(d) the term for which the limited partnership</p>	<p>(2) Le certificat doit être signé par toutes les personnes ayant l'intention de former une société en commandite et porter les mentions suivantes :</p> <p>a) la raison sociale de la société en commandite;</p> <p>b) la nature de l'entreprise;</p> <p>c) les nom et lieu de résidence des commandités et des commanditaires, en distinguant les premiers des seconds;</p>	<p>Contenu de certificat</p>

- is to exist;
 - (e) the amount of cash and the nature and fair value of other property, if any, contributed by each limited partner;
 - (f) the amount of additional contributions, if any, agreed to be made by each limited partner and the times at which or events on the happening of which an additional contribution is to be made;
 - (g) the time, if agreed on, when the contribution of each limited partner is to be returned;
 - (h) the share of the profits or other compensation by way of income that each limited partner is entitled to by reason of his or her contribution;
 - (i) the right, if given, of a limited partner to substitute an assignee as contributor in his or her place, and the terms and conditions of the substitution;
 - (j) the right, if given, of the partners to admit additional limited partners;
 - (k) the right, if given, of one or more of the limited partners to priority over other limited partners, to a return of contributions or to compensation by way of income, and the nature of the priority;
 - (l) the right, if given, of the remaining general partner or partners to continue the business on the death, retirement or mental incompetence of a general partner; and
 - (m) the right, if given, of a limited partner to demand and receive property other than cash in return for his or her contribution. S.N.W.T. 1994,c.7,s.14.
- d) la durée de la société en commandite;
 - e) le montant en argent et, le cas échéant, la nature et la juste valeur de tout autre bien au titre de l'apport de chaque commanditaire;
 - f) le cas échéant, la nature et la valeur des apports subséquents que chaque commanditaire s'engage à verser, ainsi que les dates de ces apports ou les événements à la réalisation desquels il doivent être versés;
 - g) la date convenue, si tel est le cas, pour la restitution de l'apport de chaque commanditaire;
 - h) la part des bénéficiaires ou toute autre rémunération sous forme de revenu à laquelle chaque commanditaire a droit en raison de son apport;
 - i) le cas échéant, le droit d'un commanditaire de se faire remplacer par un cessionnaire pour fournir son apport, ainsi que les modalités de ce remplacement;
 - j) le droit, s'il est stipulé, d'admettre de nouveaux commanditaires;
 - k) le droit de priorité, s'il est stipulé, d'un ou de plusieurs des commanditaires quant à la restitution de l'apport ou à la rémunération sous forme de revenu, ainsi que la nature de cette priorité;
 - l) le droit, s'il est stipulé, du ou des commandités restants de continuer l'entreprise en cas de décès, de retrait ou d'incapacité mentale d'un commandité;
 - m) le droit, s'il est stipulé, d'un commanditaire de demander et d'obtenir la restitution de son apport sous forme de biens plutôt qu'en numéraire. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 14.

General and limited partners	59. (1) A person may be a general partner and a limited partner at the same time in the same limited partnership.	59. (1) Une personne peut être à la fois commandité et commanditaire dans une société en commandite.	À la fois commandité et commanditaire
Rights, powers and restrictions	(2) A person who is at the same time a general partner and a limited partner has the same rights and powers and is subject to the same restrictions as a general partner except that in respect of his or her contribution as a limited partner, the person has the rights against the other partners that the person would have if the person were not also a general partner.	(2) La personne qui est à la fois commandité et commanditaire possède les mêmes droits et pouvoirs, et est assujettie aux mêmes restrictions qu'un commandité, mais elle a, quant à son apport à titre de commanditaire, les mêmes droits qu'un commanditaire vis-à-vis des autres associés.	Droits, pouvoirs et restrictions
Name of partnership	60. (1) The surname of a limited partner shall not appear in the firm name of the limited partnership unless it is also the surname of one of the general	60. (1) Le nom de famille d'un commanditaire, sauf s'il est également celui de l'un des commandités, ne peut figurer dans la raison sociale de la société en	Raison sociale

	partners.	commandite.	
Where limited partner liable	(2) A limited partner whose surname appears in the firm name contrary to subsection (1) is liable as a general partner to any creditor of the limited partnership who has extended the credit without actual knowledge that the limited partner is not a general partner.	(2) Lorsque le nom de famille d'un commanditaire figure dans la raison sociale en violation du paragraphe (1), le commanditaire engage sa responsabilité à titre de commandité à l'égard des créanciers de la société en commandite qui ont consenti un prêt à celle-ci en ignorant que le commanditaire n'était pas un commandité.	Responsabilité du commanditaire
Contribution of limited partner	61. (1) A limited partner may contribute cash and other property to the limited partnership, but no services.	61. (1) L'apport d'un commanditaire dans la société en commandite peut être fait en numéraire ou sous forme d'autres biens, mais non sous forme de services.	Forme de l'apport du commanditaire
Interest in personal property	(2) The interest of a limited partner in the limited partnership is personal property.	(2) L'intérêt d'un commanditaire dans une société en commandite est un bien meuble.	Bien mobilier
Ownership of real property	(3) Only the general partners shall be shown on a certificate of title at a land titles office as owners of any interest of the limited partnership in real property. R.S.N.W.T. 1988,c.8(Supp.),s.228.	(3) Seuls les commandités peuvent être mentionnés sur un certificat de titre au bureau des titres de biens-fonds en tant que propriétaires d'un intérêt foncier de la société en commandite. L.R.T.N.-O. 1988, ch. 8 (Suppl.), art. 228.	Intérêt foncier
Rights of general partners	62. A general partner in a limited partnership has all the rights and powers and is subject to all the restrictions and liabilities of a partner in a partnership without limited partners except that, without the written consent to or ratification of the specific act by all the limited partners, a general partner has no authority (a) to do any act in contravention of the certificate; (b) to do any act which makes it impossible to carry on the ordinary business of the limited partnership; (c) to consent to a judgment against the limited partnership; (d) to possess limited partnership property, or assign any rights in specific partnership property, for other than a partnership purpose; (e) to admit a person as a general partner; (f) to admit a person as a limited partner, unless the right to do so is given in the certificate; or (g) to continue the business of the limited partnership on the death, retirement or mental incompetence of a general partner, unless the right to do so is given in the certificate.	62. Un commandité possède les mêmes droits et pouvoirs, et est assujéti aux mêmes restrictions et obligations qu'un associé dans une société en nom collectif; toutefois, à moins d'obtenir, pour un acte spécifique, le consentement par écrit de tous les commanditaires ou leur ratification, il ne peut : a) agir en violation du certificat; b) mettre la société en commandite dans l'impossibilité d'exploiter son entreprise; c) consentir à un jugement contre la société en commandite; d) être en possession de biens de la société en commandite ou céder des droits sur un bien spécifique de la société à des fins étrangères à celles de la société; e) admettre une personne à titre de commandité; f) admettre une personne à titre de commanditaire, à moins que le certificat de société ne l'y autorise; g) continuer l'entreprise en cas de décès, de retrait ou d'incapacité mentale d'un commandité, à moins que le certificat de société ne l'y autorise.	Droits et obligations des commandités
Liability of limited partner	63. Subject to this Part, a limited partner is not liable for the obligations of the limited partnership except in respect of the amount of cash and the value of other property that the limited partner contributes or agrees to contribute to the capital of the limited partnership.	63. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, un commanditaire ne répond des obligations de la société en commandite qu'à concurrence du montant en numéraire ou de la valeur de l'apport d'autres biens qu'il apporte ou s'est engagé à apporter dans la société	Responsabilité du commanditaire

en commandite.

Rights of limited partner	<p>64. A limited partner has the same right as has a general partner</p> <ul style="list-style-type: none">(a) to inspect and make copies of or take extracts from the limited partnership books at all times;(b) to be given, on demand, true and full information of all things affecting the limited partnership, and to be given a formal account of partnership affairs whenever circumstances render it just and reasonable; and(c) to obtain dissolution and winding-up of the limited partnership by court order.	<p>64. Tout comme le commandité, le commanditaire a le droit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) d'examiner en tout temps les livres de la société en commandite et d'en tirer des copies ou extraits;b) de recevoir, sur demande, des renseignements complets et véridiques sur toute question concernant la société en commandite, ainsi qu'un compte rendu officiel des affaires de la société, lorsque les circonstances le justifient;c) d'obtenir la dissolution et la liquidation de la société en commandite par ordonnance judiciaire.	Droits des commanditaires
Right to share of profits and return of contribution	<p>65. (1) A limited partner has, subject to this Act, the right</p> <ul style="list-style-type: none">(a) to a share of the profits or other compensation by way of income; and(b) to have his or her contribution to the limited partnership returned.	<p>65. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, un commanditaire a droit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) à une part des bénéfices ou à toute autre rémunération sous forme de revenu;b) à la restitution de son apport à la société en commandite.	Part des bénéfices et restitution de l'apport
Share of profits or compensation	<p>(2) A limited partner may receive from the limited partnership the share of the profits or the compensation by way of income stipulated for in the certificate if, after payment of the share or compensation is made, whether from the property of the limited partnership or that of a general partner, the limited partnership assets exceed all the limited partnership liabilities, excepting liabilities to limited partners on account of their contributions and liabilities to general partners.</p>	<p>(2) Un commanditaire peut obtenir sa part de bénéfices ou la rémunération sous forme de revenu stipulées dans le certificat sur l'actif de la société en commandite ou d'un commandité, si, après ce paiement, l'actif de la société en commandite est supérieur au montant des obligations de cette dernière, autres que celles envers les commanditaires, en raison de leur apport, et envers les commandités.</p>	Part de bénéfices ou rémunération
Business dealings by partner with partnership	<p>66. A limited partner may lend money to and transact other business with the limited partnership and, unless the limited partner is also a general partner, may receive on account of resulting claims against the limited partnership, with general creditors, a <i>pro rata</i> share of the assets, but no limited partner shall, in respect of any such claim,</p> <ul style="list-style-type: none">(a) receive or hold as collateral security any of the limited partnership property; or(b) receive from a general partner or the limited partnership any payment, conveyance or release from liability if at the time the assets of the partnership are not sufficient to discharge partnership liabilities to persons not claiming as general or limited partners.	<p>66. Un commanditaire peut prêter des fonds à la société en commandite et faire toutes autres opérations avec elle. À moins d'être également un commandité, il peut recevoir au prorata avec les créanciers ordinaires une part de l'actif, au titre des créances qu'il a sur la société en commandite; toutefois, un commanditaire ne peut, à l'égard d'une telle créance :</p> <ul style="list-style-type: none">a) recevoir ni détenir un bien de la société en commandite à titre de garantie subsidiaire;b) recevoir un versement, se faire transférer un bien ni obtenir la libération d'une obligation, de la part d'un commandité ou de la société en commandite, si l'actif de la société est insuffisant, à l'époque considérée, pour acquitter les obligations de la société à l'égard des personnes autres que les commandités ou les commanditaires.	Opérations entre un commanditaire et la société
Limited partners' rights as between	<p>67. (1) Subject to subsection (2), limited partners, in relation to one another, share in the limited partnership assets in respect of their claims</p>	<p>67. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les commanditaires, dans leurs rapports entre eux, participent proportionnellement au montant respectif de</p>	Rapports entre les commanditaires

themselves	(a) for capital, and (b) for profits or compensation by way of income on their contributions, in proportion to the respective amounts of their claims.	leurs créances quant : a) au capital; b) aux bénéfices ou à toute autre rémunération sous forme de revenu.	
Agreement as to priority	(2) Where there are several limited partners, the partners may agree that one or more of the limited partners is to have a priority over other limited partners (a) as to the return of contributions, (b) as to compensation by way of income, or (c) as to any other matter, but the existence of and nature of the agreement must be stated in the certificate, and in the absence of a statement, all limited partners, subject to subsection (1), stand on equal footing.	(2) S'il y a plusieurs commanditaires, ceux-ci sont traités également, à moins qu'une convention intervenue entre les associés et dont l'existence et la nature sont mentionnées au certificat de la société n'accorde à un ou plusieurs commanditaires sur les autres commanditaires une priorité quant à : a) la restitution des apports; b) la rémunération sous forme de revenu; c) toute autre question.	Convention de priorité
Return of contribution of limited partner	68. (1) A limited partner is not entitled to receive from a general partner or out of the limited partnership property any part of his or her contribution until (a) all liabilities of the limited partnership excepting liabilities to general partners and to limited partners on account of their contributions, have been paid or there remains sufficient limited partnership property to pay them; (b) the consent of all partners is obtained, unless the return of the contribution may be rightfully demanded under subsection (2); and (c) the certificate is cancelled or amended so as to set out the withdrawal or reduction.	68. (1) Le commanditaire ne peut recevoir une partie de son apport d'un commandité ou sur les biens de la société en commandite que si les conditions suivantes sont remplies : a) toutes les obligations de la société en commandite, à l'exclusion de celles envers les commandités et commanditaires en raison de leur apport, ont été acquittées ou la société en commandite a suffisamment d'actif pour les éteindre; b) tous les associés y consentent, à moins que la restitution de l'apport ne puisse être valablement demandée en vertu du paragraphe (2); c) le certificat est annulé ou modifié de façon à prévoir le retrait ou la réduction de l'apport.	Restitution de l'apport du commanditaire
Demand for return of contribution	(2) Subject to subsection (1), a limited partner may rightfully demand the return of his or her contribution (a) on the dissolution of the limited partnership; (b) when the time specified in the certificate for its return has arrived; or (c) after the limited partner has given six months notice in writing to all other partners, if no time is specified in the certificate either for the return of the contribution or for the dissolution of the limited partnership.	(2) Sous réserve du paragraphe (1), le commanditaire a le droit de demander la restitution de son apport, dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) la société en commandite est dissoute; b) le terme prévu par le certificat pour la restitution de son apport est échu; c) un préavis de six mois a été donné par écrit à tous les autres associés, dans le cas où aucun terme n'est prévu pour la restitution de son apport ou pour la dissolution de la société.	Demande de restitution de l'apport
Limitation on demand	(3) A limited partner has, irrespective of the nature of his or her contribution, only the right to demand and receive cash in return for the contribution, unless (a) there is a statement to the contrary in the certificate; or (b) all the partners consent to some other manner of returning the contribution.	(3) Un commanditaire, sans égard à la nature de son apport, n'a le droit de demander et de recevoir la restitution de son apport qu'en numéraire, à moins que, selon le cas : a) le certificat n'en dispose autrement; b) tous les associés ne conviennent d'un autre mode de restitution.	Restitution autrement qu'en numéraire

Entitlement to dissolution	<p>(4) A limited partner is entitled to have the limited partnership dissolved and its affairs wound up where</p> <p>(a) the limited partner rightfully but unsuccessfully demands the return of his or her contribution; or</p> <p>(b) the other liabilities of the limited partnership have not been paid, or the limited partnership property is insufficient for their payment as required by paragraph (1)(a) and the limited partner seeking dissolution would otherwise be entitled to the return of his or her contribution.</p>	<p>(4) Un commanditaire peut faire dissoudre la société en commandite et la faire liquider dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) il a demandé en vain la restitution de son apport;</p> <p>b) les autres obligations de la société en commandite n'ont pas été acquittées ou son actif est insuffisant pour les acquitter en conformité avec l'alinéa (1)a) et le commanditaire désirant la dissoudre aurait normalement le droit d'obtenir la restitution de son apport.</p>	Droit à la dissolution
Liability of limited partner to partnership	<p>69. (1) A limited partner is liable to the limited partnership</p> <p>(a) for the difference between the amount of his or her contribution as actually made and the amount stated in the certificate as having been made; and</p> <p>(b) for any unpaid contribution that the limited partner agreed in the certificate to make in the future at the time and on the conditions, if any, stated in the certificate.</p>	<p>69. (1) Le commanditaire répond envers la société en commandite :</p> <p>a) de toute différence entre le montant ou la valeur de son apport réel et celui qui, d'après le certificat, a été fait;</p> <p>b) de l'apport non encore versé qu'il s'est engagé à verser subséquemment, à la date et selon les modalités, le cas échéant, mentionnées dans le certificat.</p>	Responsabilité du commanditaire envers la société
Limited property as trustee	<p>(2) A limited partner holds as trustee for the limited partnership</p> <p>(a) specific property stated in the certificate as contributed by the limited partner, but that has not in fact been contributed or that has been wrongfully returned; and</p> <p>(b) money or other property wrongfully paid or conveyed to the limited partner on account of his or her contribution.</p>	<p>(2) Le commanditaire détient à titre de fiduciaire pour la société en commandite :</p> <p>a) les biens spécifiques déclarés dans le certificat constituer son apport à la société, mais n'ayant pas été effectivement fournis ou lui ayant été restitués à tort;</p> <p>b) l'argent ou tout autre bien qui, selon le cas, lui a été versé ou transféré à tort en raison de son apport.</p>	Détention de biens de la société à titre de fiduciaire
Waiver	<p>(3) The liabilities of a limited partner as set out in this section may, subject to subsection (4), be waived or compromised, but only with the consent of all partners.</p>	<p>(3) Les obligations du commanditaire énoncées dans le présent article peuvent, sous réserve du paragraphe (4), faire l'objet d'une renonciation ou d'un compromis, mais uniquement du consentement de tous les associés.</p>	Renonciation
Effect of waiver on creditor	<p>(4) A waiver or compromise agreed to under subsection (3) does not affect the right of a creditor of the limited partnership to enforce a liability arising from credit that was extended or a claim that otherwise arose after the registration of the certificate by which the limited partnership was formed but before the cancellation or amendment of the certificate by which the waiver or compromise was affected.</p>	<p>(4) La renonciation ou le compromis n'a aucune incidence sur le droit des créanciers de la société en commandite de faire valoir les obligations résultant d'une créance, notamment un prêt, née entre l'enregistrement du certificat de formation de la société et l'annulation ou la modification du certificat qui donne effet à la renonciation ou au compromis.</p>	Effet de la renonciation à l'égard des créanciers
Continuing liability	<p>(5) Where a limited partner has rightfully received the return, in whole or in part, of the capital of his or her contribution, the limited partner is nevertheless liable to the limited partnership for any sum, not in excess of that return with interest, necessary to discharge its liabilities to all creditors who extended</p>	<p>(5) Le commanditaire qui a valablement obtenu restitution intégrale ou partielle de son apport demeure toutefois responsable, à concurrence du montant restitué avec intérêt, envers la société en commandite des sommes nécessaires pour acquitter les obligations de cette dernière envers les créanciers dont les</p>	Maintien de la responsabilité du commanditaire

	credit or whose claims otherwise arose before the return.	créances, sous forme notamment de prêt, sont antérieures à la restitution de l'apport.	
Liability to creditors	70. A limited partner does not become liable as a general partner unless, in addition to exercising his or her rights and powers as a limited partner, the limited partner takes part in the control of the business.	70. Le commanditaire n'est responsable à titre de commandité que si, outre l'exercice de ses droits et pouvoirs en tant que commanditaire, il participe au contrôle de la société en commandite.	Responsabilité du commanditaire qui participe au contrôle de la société
Admission of additional limited partners	71. After the formation of a limited partnership, additional limited partners may be admitted by amendment of the certificate in accordance with this Part.	71. Après la formation de la société en commandite, de nouveaux commanditaires peuvent être admis en modifiant le certificat en conformité avec la présente partie.	Admission de nouveaux commanditaires
Assignments	72. (1) The interest of a limited partner is assignable.	72. (1) L'intérêt d'un commanditaire est cessible.	Cession
Assignee who is not substituted limited partner	(2) An assignee who does not become a substituted limited partner has no right (a) to require any information or account of the partnership transactions, or (b) to inspect the partnership books, but is entitled only to receive the share of the profits or other compensation by way of income, or the return of his or her contribution, to which his or her assignor would otherwise be entitled.	(2) Le cessionnaire qui n'est pas commanditaire remplaçant n'a droit qu'à la même part des bénéfices, autre rémunération sous forme de revenu ou restitution de son apport que son cédant, mais il ne peut : a) exiger des renseignements sur les opérations de la société en commandite ou un compte rendu de ces opérations; b) examiner les livres.	Cessionnaire non commanditaire remplaçant
Consent	(3) An assignee may become a substituted limited partner (a) if all the members except the assignor consent to that; or (b) if the assignor, being so authorized by the terms in the certificate, gives the assignee that right.	(3) Un cessionnaire peut devenir commanditaire remplaçant dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) tous les associés, à l'exception du cédant, y consentent; b) le cédant, dûment autorisé à cet effet par le certificat, le constitue commanditaire remplaçant.	Consentement
Amendment to certificate	(4) An assignee becomes a substituted limited partner when the certificate is appropriately amended in accordance with the requirements of this Part.	(4) Le cessionnaire devient commanditaire remplaçant dès que le certificat est modifié en conséquence en conformité avec les exigences de la présente partie.	Modification du certificat
Rights of substituted partner	(5) A substituted limited partner has all the rights and powers and is subject to all the restrictions and liabilities of his or her assignor, except those liabilities of which the substituted limited partner was ignorant at the time he or she became a limited partner and that could not be ascertained from the certificate.	(5) Le commanditaire remplaçant a les mêmes droits et pouvoirs, et est assujéti aux mêmes restrictions et obligations que le cédant, mais n'est pas tenu aux obligations dont il n'avait pas connaissance lorsqu'il est devenu commanditaire et qui n'étaient pas déterminables au vu du certificat.	Droits et obligations du commanditaire remplaçant
Liability of assignor	(6) The substitution of an assignee as a limited partner does not release the assignor from liability under sections 69 and 80.	(6) La substitution d'un cessionnaire à titre de commanditaire ne libère pas le cédant des obligations prévues aux articles 69 et 80.	Responsabilité du cédant
Dissolution of limited partnership	73. The retirement, death or mental incompetence of a general partner dissolves a limited partnership unless the business is continued by the remaining general partners (a) pursuant to a right to do so stated in the certificate; or (b) with the consent of all the remaining	73. Le départ, le décès ou l'incapacité mentale d'un commandité entraîne la dissolution de la société en commandite, à moins que l'entreprise ne soit maintenue par les autres commandités : a) soit en conformité avec une disposition du certificat les y autorisant; b) soit du consentement de tous les autres	Dissolution de la société en commandite

	partners.		associés.	
Death of limited partner	<p>74. (1) The executor or administrator of the estate of a deceased limited partner has</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) all the rights and powers of a limited partner for the purpose of settling the estate of the deceased limited partner; and (b) whatever power the deceased had to constitute his or her assignee a substitute limited partner. 		<p>74. (1) L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession d'un commanditaire décédé est investi :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de tous les droits et pouvoirs d'un commanditaire pour régler la succession du commanditaire décédé; b) du pouvoir attribué, le cas échéant, au défunt en vertu du certificat de société pour constituer commanditaire remplaçant le cessionnaire de son choix. 	Décès d'un commanditaire
Liability of estate	<p>(2) The estate of a deceased limited partner is liable for all his or her liabilities as a limited partner.</p>		<p>(2) La succession d'un commanditaire décédé répond de toutes les obligations contractées par lui à ce titre.</p>	Responsabilité de la succession
Cancellation of certificate	<p>75. (1) The firm shall file a notice to cancel its certificate where</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the limited partnership is dissolved; or (b) all limited partners cease to be limited partners. 		<p>75. (1) La firme dépose un avis d'annulation de son certificat dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la société en commandite est dissoute; b) il n'y a plus de commanditaires. 	Annulation du certificat
Notice to cancel	<p>(2) The notice to cancel a certificate must be signed by all the partners. S.N.W.T. 1994,c.7,s.15.</p>		<p>(2) L'avis d'annulation du certificat doit être signé par tous les associés. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 15.</p>	Avis d'annulation du certificat
Amendment of certificate	<p>76. (1) The firm shall file a notice to amend its certificate where</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) there is a change in the name of the limited partnership or in the amount or character of the contribution of any limited partner not provided for in the certificate; (b) a person is substituted as a limited partner; (c) a person is added as a limited partner; (d) a person is added as a general partner; (e) a general partner retires, dies or becomes mentally incompetent, and the business is continued under section 73; (f) there is a change in the character of the business of the limited partnership; (g) a false or erroneous statement is discovered in the certificate; (h) there is a change in the time as stated in the certificate for the dissolution of the limited partnership or for the return of a contribution; (i) a time is fixed for the dissolution of the limited partnership or for the return of a contribution, no time having been specified in the certificate; or (j) the partners wish to make a change in any 		<p>76. (1) La firme dépose un avis de modification de son certificat dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la raison sociale de la société en commandite ou le montant ou la nature de l'apport de l'un des commanditaires est modifié; b) la substitution d'une personne à titre de commanditaire; c) l'adjonction d'un commanditaire; d) l'adjonction d'un commandité; e) le retrait, le décès ou l'incapacité mentale d'un commandité lorsque l'entreprise de la société en commandite est maintenue en vertu de l'article 73; f) la nature de l'entreprise est modifiée; g) une déclaration fautive ou erronée est découverte dans le certificat; h) le moment prévu par le certificat pour la dissolution de la société en commandite ou la restitution de l'apport est modifié; i) un moment est fixé pour la dissolution de la société en commandite ou la restitution de l'apport, aucun délai n'étant spécifié dans le certificat; j) les associés désirent modifier toute autre mention faite dans le certificat en vue de le rendre conforme à l'entente intervenue 	Modification du certificat

other statement in the certificate in order to make the certificate accurately represent the agreement between them.

entre eux.

Notice to amend

- (2) A notice to amend a certificate must
- (a) set out clearly the change in or addition to the certificate that is desired; and
 - (b) be signed by all the partners.

- (2) L'avis de modification du certificat doit :
- a) préciser les modifications envisagées;
 - b) être signé par tous les associés.

Avis de modification

Other signatures

(3) A notice to amend a certificate by substituting a limited partner or adding a limited or general partner must be signed by the person to be substituted or added and, where a limited partner is substituted, the amendment shall also be signed by the assigning limited partner. S.N.W.T. 1994,c.7,s.16.

(3) Lorsque la modification a pour objet de remplacer un associé commanditaire ou d'ajouter un commandité ou un commanditaire, l'associé remplaçant ou ajouté doit signer l'avis, de même que, le cas échéant, le commanditaire remplacé. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 16.

Signataires supplémentaires

Application for order directing cancellation or amendment

77. (1) A person desiring the cancellation of a certificate under section 75 or the amendment of a certificate under section 76 may apply to the Supreme Court for an order directing the amendment or cancellation where a person who must sign the notice to amend or to cancel the certificate

- (a) is an individual who
 - (i) refuses to do so,
 - (ii) has been found to be mentally incompetent,
 - (iii) has died, if the individual was a general partner, or
 - (iv) has died and there is no executor or administrator of the deceased's estate, if the individual was a limited partner; or
- (b) is a body corporate that refuses to do so or no longer exists.

77. (1) Toute personne qui désire l'annulation d'un certificat en vertu de l'article 75 ou la modification d'un certificat en vertu de l'article 76, peut faire une demande d'ordonnance de modification ou d'annulation à la Cour suprême, dans le cas où la personne qui doit signer l'avis de modification ou d'annulation du certificat :

- a) est une personne physique qui, selon le cas :
 - (i) refuse de le faire,
 - (ii) a été déclarée mentalement incapable,
 - (iii) est décédée, si la personne physique était un commandité,
 - (iv) est décédée et, si la personne était un commanditaire, il ne se trouve aucun exécuteur ou administrateur de ses biens;
- b) est une personne morale qui refuse de le faire ou qui n'existe plus.

Demande d'ordonnance de modification ou d'annulation

Order

(2) On hearing an application brought under subsection (1), the Supreme Court, if it finds that the applicant is entitled to have the notice in question signed, shall by order direct the Registrar to register the cancellation or amendment of the certificate as set out in the order. S.N.W.T. 1994,c.7,s.17.

(2) Si la Cour suprême conclut que le requérant a droit à la signature de l'avis, elle peut ordonner au registraire d'enregistrer, suivant l'ordonnance, l'annulation ou la modification du certificat. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 17.

Ordonnance d'annulation ou de modification

Cancellation or amendment on filing

78. A certificate is cancelled or amended, as the case may be, when a notice to cancel or amend the certificate or a certified copy of an order made under subsection 77(2) is registered. S.N.W.T. 1994,c.7, s.18.

78. Le certificat est annulé ou modifié, selon le cas, par l'enregistrement soit d'un avis d'annulation ou de modification du certificat, soit d'une copie certifiée de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 77(2). L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 18.

Annulation ou modification lors du dépôt

Settling accounts on dissolution

79. In settling accounts after the dissolution of a limited partnership, the liabilities of the partnership to creditors other than persons who are limited partners on account of their contributions, or general partners, shall be paid first and then, subject to any statement in the certificate or to subsequent agreement, in the following

79. Pour le règlement des comptes après la dissolution de la société en commandite, sont payés en premier lieu les créanciers, sauf les commanditaires pour leur apport et les commandités, puis, sauf disposition contraire du certificat ou d'une convention ultérieure, dans l'ordre suivant :

Ordre de paiement lors de la dissolution

order:

- (a) to limited partners in respect of their share of the profits and other compensation by way of income on their contributions;
- (b) to limited partners in respect of the capital of their contributions;
- (c) to general partners other than for capital and profits;
- (d) to general partners in respect of profits;
- (e) to general partners in respect of capital.

- a) les commanditaires pour leur part des bénéfices et toute autre rémunération sous forme de revenu en raison de leur apport;
- b) les commanditaires pour leur apport;
- c) les commandités, autre qu'au titre du capital ou des bénéfices;
- d) les commandités pour les bénéfices;
- e) les commandités pour le capital.

Effect of false statement in certificate

80. Where a certificate contains a false statement, a person suffering loss as a result of relying upon that statement may hold liable as a general partner every party to the certificate who

- (a) knew when he or she signed the certificate that the statement relied upon was false; or
- (b) became aware, after the time when he or she signed the certificate, but within a sufficient time before the false statement was relied upon to enable him or her to cancel or amend the certificate or to commence proceedings in accordance with this Act for the cancellation or amendment of the certificate, that the statement relied upon was false.

80. Toute personne qui agit sur la foi d'une fausse déclaration contenue dans le certificat et en subit un préjudice peut tenir responsable en tant que commandité toute partie au certificat qui, selon le cas :

- a) savait, en signant le certificat, que la déclaration était fausse;
- b) a constaté, après avoir signé le certificat, mais suffisamment tôt pour lui permettre d'annuler ou de modifier le certificat, ou de prendre les mesures prévues par la présente loi à cette fin, que la déclaration était fausse.

Effet d'une fausse déclaration dans le certificat

Liability of person mistakenly believing he or she is limited partner

81. A person who contributes to the capital of a business conducted by a person or partnership erroneously believing that he or she has become a limited partner in a limited partnership

- (a) is not, by reason only of exercising the rights of a limited partner, a general partner with the person or in the partnership carrying on the business, and
- (b) is not bound by the obligations of the person or partnership carrying on the business,

if, on ascertaining the fact that he or she is not a limited partner, the person promptly renounces his or her interest in the profits or other compensation by way of income from the business.

81. La personne qui contribue au capital d'une entreprise exploitée par une personne ou par une société en nom collectif, croyant erronément qu'elle est devenue commanditaire d'une société en commandite et qui, après avoir constaté qu'elle n'est pas commanditaire, renonce sans délai à son intérêt dans les bénéfices ou dans toute autre rémunération sous forme de revenu provenant de l'entreprise, n'est pas :

- a) un commandité de la personne ou de la société en nom collectif exploitant l'entreprise, du seul fait qu'elle exerce les droits d'un commanditaire;
- b) liée par les obligations de la personne ou de la société en nom collectif exploitant l'entreprise. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 19.

Responsabilité d'une personne croyant erronément être un commanditaire

Judgment against limited partner

82. (1) The Supreme Court may, on application by a judgment creditor of a limited partner,

- (a) charge the interest of the indebted limited partner with payment of the unsatisfied amount of the judgment debt;
- (b) appoint a receiver; and
- (c) make all other orders, directions and

82. (1) À la demande du créancier judiciaire d'un commanditaire, la Cour suprême peut :

- a) grever d'une charge l'intérêt du commanditaire pour le paiement du montant impayé de la créance judiciaire;
- b) nommer un séquestre;
- c) rendre toute autre ordonnances, directives

Dettes judiciaires d'un commanditaire

	inquiries that the circumstances of the case require.	ou tenir les enquêtes qu'exigent les circonstances de l'espèce.	
Redemption of interest	(2) A charged interest referred to in subsection (1) may be redeemed with the separate property of a general partner, but may not be redeemed with limited partnership property.	(2) L'intérêt grevé d'une charge peut être racheté au moyen des biens personnels d'un commandité, mais non au moyen des biens de la société en commandite.	Rachat de l'intérêt
Remedies not exclusive	(3) The remedies conferred by subsection (1) are not exclusive of other remedies that may exist.	(3) Les mesures prévues au paragraphe (1) n'excluent pas toute autre mesure possible.	Autres mesures
Parties to proceedings	83. A limited partner, unless he or she is also a general partner, is not a proper party to proceedings against a limited partnership, except where the object of the proceedings is to enforce the right of a limited partner against or liability to the limited partnership.	83. Un commanditaire, qui n'est pas aussi un commandité, ne peut être partie à des procédures contre la société en commandite, à moins que ces procédures n'aient pour objet de faire valoir le droit d'un commanditaire à l'encontre de la société ou une obligation de cette dernière à son égard.	Parties aux procédures
Authority to sign	84. (1) An actual or proposed general or limited partner may give special authority to any other person to execute on his or her behalf any document under this Part.	84. (1) Un commandité ou un commanditaire, actuel ou éventuel, peut donner une procuration spéciale à un tiers pour qu'il exécute pour son compte tout document visé par la présente partie.	Procuracion
Special authority	(2) A special authority referred to in subsection (1) must be filed with the document or one of the documents executed in the exercise of the special authority. S.N.W.T. 1994,c.7,s.20.	(2) La procuration spéciale mentionnée au paragraphe (1) est déposée avec le document ou l'un des documents signés dans l'exercice de la procuration spéciale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 20.	Procuracion spéciale
Power to become limited partnership under this Act	85. (1) A limited partnership formed before February 1, 1970, may become a limited partnership under this Part by complying with section 58, if the certificate states (a) the amount of the original contribution of each limited partner and the time when the contribution was made; and (b) that the property of the partnership exceeds the amount sufficient to discharge its liabilities to persons not claiming as general or limited partners by an amount greater than the sum of the contributions of the limited partners.	85. (1) Toute société en commandite formée avant le 1 ^{er} février 1970 peut être prorogée sous le régime de la présente partie en se conformant aux exigences de l'article 58, si le certificat porte les mentions suivantes : a) le montant de l'apport initial de chacun des commanditaires et la date de cet apport; b) l'actif de la société dépasse d'une somme supérieure à l'apport des commanditaires le montant nécessaire pour acquitter ses obligations à l'égard des créanciers, autres que les commandités et les commanditaires.	Prorogacion de sociétés existantes
Power to continue as limited partnership under former Act	(2) A limited partnership (a) in existence before February 1, 1970, and (b) that does not become a limited partnership under this Part, continues to be governed by sections 59 to 77 of the <i>Partnership Ordinance</i> , R.S.N.W.T. 1956, c.75, as they read before February 1, 1970.	(2) Sont régies par les articles 59 à 77 de la <i>Partnership Ordinance</i> , R.S.N.W.T. 1956, c.75, en vigueur avant le 1 ^{er} février 1970 les sociétés en commandite qui, à la fois : a) existaient avant cette date; b) n'ont pas été prorogées en application de la présente loi.	Dispositions applicables aux sociétés non prorogées
Failure to file notice to amend or	86. Every member of a firm or other person that is required to file a notice to cancel or amend under this Part and fails to do so is guilty of an offence and liable	86. Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 200 \$, tout associé ou toute	Défaut de déposer l'avis de modification

cancel	on summary conviction to a fine not exceeding \$200. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	autre personne qui ne se conforme pas à l'obligation de déposer un avis d'annulation ou de modification en vertu de la présente partie. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	ou d'annulation
--------	--	---	-----------------

PART III

LIMITED PARTNERSHIPS FORMED OUTSIDE
THE TERRITORIES

PARTIE III

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE
FORMÉES À L'EXTÉRIEUR DES
TERRITOIRES

Definitions	<p>87. In this Part,</p> <p>"carry on business" means to transact any of the ordinary business of a firm whether by means of an employee or an agent and whether or not the firm has a resident agent or representative or a warehouse, office or place of business in the Territories; (<i>exploiter une entreprise</i>)</p> <p>"certificate" means a certificate referred to in subsection 90(1) and includes a certificate that has been amended. (<i>certificat</i>) S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.</p>	<p>87. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.</p> <p>«certificat» Certificat mentionné au paragraphe 90(1), y compris un certificat modifié. (<i>certificat</i>)</p> <p>«exploiter une entreprise» Exploiter les activités habituelles d'une firme par l'entremise d'employés ou d'un mandataire, que la firme ait ou non un mandataire ou un représentant résidant dans les territoires ou qu'elle y possède ou non un entrepôt, un bureau ou un établissement. (<i>carry on business</i>) L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.</p>	Définitions
-------------	---	--	-------------

Liability to persons other than members	<p>88. (1) The liability of a limited partner or a general partner of an extra-territorial limited partnership for which a certificate is registered under this Part to a person or body that is not a member of the partnership is, in respect of business carried on in the Territories,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) governed by the law of the jurisdiction in which the partnership was formed; or (b) that set out in Part II for a limited or general partner, respectively, of a limited partnership formed in the Territories, where the partner's liability would be greater than the partner's liability as determined under paragraph (a). 	<p>88. (1) Dans le cas d'une entreprise exploitée dans les territoires, la responsabilité du commanditaire ou du commandité d'une société en commandite extraterritoriale pour laquelle un certificat a été enregistré en vertu de la présente partie face aux personnes physiques ou morales qui n'en sont pas des associés est :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit régie par la loi du ressort où la société a été formée; b) soit celle établie à la partie II quant au commanditaire ou au commandité, respectivement, d'une société en commandite formée dans les territoires, dans le cas où leur responsabilité serait plus grande que celle établie en vertu de l'alinéa a). 	Responsabilité face aux non associés
---	---	--	--------------------------------------

Liability where no registration	<p>(2) A limited partner of an extra-territorial limited partnership is not liable in the Territories as a general partner of the extra-territorial limited partnership by reason only that it carries on business in the Territories without filing the certificate and supporting evidence required by section 90. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.</p>	<p>(2) Le commanditaire d'une société en commandite extraterritoriale n'a pas, dans les territoires, la même responsabilité qu'un commandité de cette société du seul fait que celle-ci exploite une entreprise dans les territoires sans avoir déposé le certificat et la preuve à son appui exigés par l'article 90. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.</p>	Responsabilité en cas d'absence d'enregistrement
---------------------------------	--	--	--

Application of Parts I and II	89. Subject to section 88, Parts I and II do not apply to an extra-territorial limited partnership. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	89. Sous réserve de l'article 88, les parties I et II ne s'appliquent pas à la société en commandite extraterritoriale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Application des parties I et II
Registration of certificate	90. (1) An extra-territorial limited partnership that carries on business in the Territories shall, within 30 days after commencing to carry on business in the Territories, file a certificate containing the prescribed information and signed by all general partners.	90. (1) La société en commandite extraterritoriale qui exploite une entreprise dans les territoires dépose, dans les 30 jours qui suivent la date du début de cette exploitation, un certificat contenant les renseignements prescrits et signé par tous les associés.	Enregistrement du certificat
Evidence in support of certificate	(2) A certificate must be supported by evidence satisfactory to the Registrar that the partnership exists as a limited partnership in the jurisdiction in which it was formed. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	(2) Le certificat doit être appuyé d'une preuve jugée suffisante par le registraire à l'effet que la société est une société en commandite dans le ressort où elle a été formée. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Preuve à l'appui du certificat
Effects of registration	91. Subject to this Act and the laws of the Territories, an extra-territorial limited partnership for which a certificate is registered under this Part and that is not otherwise empowered to do so may carry on business in the Territories and for that purpose exercise the powers it has under the law of the jurisdiction in which it was formed. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	91. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des lois en vigueur dans les territoires, une société en commandite extraterritoriale pour laquelle un certificat a été enregistré en vertu de la présente partie et à laquelle aucun autre pouvoir d'exploiter une entreprise n'a été accordé, peut exploiter une entreprise dans les territoires et à cette fin exercer les pouvoirs qui lui sont conférés dans le ressort où elle a été formée. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Conséquence de l'enregistrement
Certificate where change in information	92. Within 30 days after a change in any of the information set out in a certificate, the firm shall file a notice to amend the certificate stating the change and signed by all general partners. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	92. Dans les 30 jours qui suivent toute modification des renseignements contenus au certificat, la firme dépose à cet effet un avis de modification du certificat signé par tous les commandités. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Certificat lorsque les renseignements sont modifiés
Address for service	93. (1) Every extra-territorial limited partnership required to file a certificate shall have an address for service in the Territories for service of process in all suits and proceedings by or against the firm within the Territories and on its behalf in the Territories to receive all lawful notices to the firm.	93. (1) Toute société en commandite extraterritoriale tenue au dépôt d'un certificat doit avoir une adresse de signification dans les territoires où elle reçoit signification des actes judiciaires délivrés dans toutes les procédures auxquelles elle est partie dans les territoires, y compris tout avis licite à être reçu au nom de la firme.	Adresse de signification
Where address not that of firm	(2) Where the address for service of an extra-territorial limited partnership is not an address of the firm, the person at the address may, if the person no longer desires to allow his or her address to be used as the address for service, file a notice to that effect and, on or before the day the notice is filed, send or deliver a copy of the notice to the firm.	(2) Lorsque l'adresse de signification d'une société en commandite extraterritoriale n'est pas une adresse de la société, la personne résidant à telle adresse peut, si elle désire que cette adresse ne soit plus l'adresse de signification, déposer un avis à cet effet et en envoyer ou en délivrer copie à la firme au plus tard le jour du dépôt de l'avis.	Mauvaise adresse
Cessation of address for service	(3) On the expiry of 30 days after a notice referred to in subsection (2) is registered, the address of the person who filed the notice ceases to be the address for service of the firm.	(3) Après l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'enregistrement de l'avis mentionné au paragraphe (2), l'adresse de la personne ayant déposé l'avis cesse d'être l'adresse de signification de la firme.	Terminaison de l'adresse de signification
Firm must file notice to amend	(4) A firm that receives a notice sent or delivered under subsection (2) shall file a notice to amend its certificate to indicate a new address for service before the address of the person who filed the notice ceases to be the address for service of the firm. S.N.W.T.	(4) La firme qui reçoit l'avis envoyé ou délivré en vertu du paragraphe (2) dépose un avis de modification de son certificat indiquant une nouvelle adresse de signification, et ce avant que l'adresse de la personne qui dépose l'avis cesse d'être l'adresse de signification	Dépôt d'un avis de modification

1994,c.7,s.21.

de la firme. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Disability	94. (1) An extra-territorial limited partnership required to file a certificate is not, while a certificate is not registered, capable of commencing or maintaining an action or other proceeding in any court in respect of business carried on in the Territories while a certificate is not registered, unless a certificate is subsequently registered in accordance with this Act.	94. (1) La société en commandite extraterritoriale tenue au dépôt d'un certificat ne peut, lorsqu'aucun certificat n'est enregistré, intenter une action ou autre procédure judiciaire devant tout tribunal relativement à une entreprise exploitée dans les territoires à moins qu'elle ne procède par la suite à l'enregistrement d'un certificat en conformité avec la présente loi.	Incapacité
Burden of proof	(2) In an action or proceeding, the burden of showing that a certificate is registered in respect of a firm is on the firm. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	(2) Dans toute action ou procédure, le fardeau de prouver l'enregistrement d'un certificat relatif à la firme incombe à cette dernière. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Fardeau de la preuve
Ownership of real property	95. Only the general partners shall be shown at the Land Titles Office as owners of any interest of an extra-territorial limited partnership in real property. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	95. Seuls les commandités sont mentionnés au bureau des titres de biens-fonds comme propriétaires de tout intérêt foncier dans la société en commandite extraterritoriale. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Propriété d'un intérêt foncier
Cancellation of certificate	96. (1) The general partners of an extra-territorial limited partnership shall ensure that the certificate in respect of the firm is cancelled when (a) the extra-territorial limited partnership is dissolved; (b) the extra-territorial limited partnership ceases to carry on business in the Territories; or (c) all limited partners cease to be limited partners.	96. (1) Les commandités d'une société en commandite extraterritoriale sont responsables de l'annulation du certificat relatif à la firme dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) lors de la dissolution de la société en commandite extraterritoriale; b) lorsque la société en commandite extraterritoriale cesse d'exploiter une entreprise dans les territoires; c) lorsque tous les commanditaires cessent d'agir à ce titre.	Annulation du certificat
Notice to cancel	(2) A notice to cancel a certificate must be signed by all the general partners and filed within 30 days after the extra-territorial limited partnership is dissolved or ceases to carry on business in the Territories or all limited partners cease to be limited partners, as the case may be. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.	(2) L'avis d'annulation du certificat est signé par tous les commandités et déposé dans les 30 jours qui suivent soit le jour où la société en commandite extraterritoriale est dissoute ou cesse d'exploiter l'entreprise dans les territoires, soit le jour où tous les commanditaires cessent d'agir à ce titre. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.	Avis d'annulation
Order directing amendment or cancellation of certificate	97. (1) A person desiring the amendment or cancellation of a certificate under section 92 or 96 may apply to the Supreme Court for an order directing the amendment or cancellation where a person who must sign the notice to amend or cancel the certificate (a) is an individual who refuses to do so, has died or has been found to be mentally incompetent; or (b) is a body corporate that refuses to do so or no longer exists.	97. (1) Toute personne qui désire, en vertu de l'article 92 ou de l'article 96, la modification ou l'annulation d'un certificat, peut demander à la Cour suprême de rendre une ordonnance de modification ou d'annulation du certificat dans le cas où la personne qui doit signer l'avis de modification ou d'annulation est: a) soit une personne physique qui refuse de le faire, est décédée ou a été déclarée mentalement incapable; b) soit une personne morale qui refuse de le faire ou qui n'existe plus.	Ordonnance de modification ou d'annulation du certificat
Order	(2) On hearing an application brought under subsection (1), the Supreme Court, if it finds that the applicant is entitled to have the notice in question signed, shall, by order, direct the Registrar to register	(2) Suite à l'audition d'une demande faite en vertu du paragraphe (1), la Cour suprême ordonne au registraire d'enregistrer, selon le cas, la modification ou l'annulation du certificat, si elle conclut que le	Ordonnance

the amendment or cancellation of the certificate as set out in the order. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

demandeur a droit à la signature de l'avis. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Filing of court order

98. A certificate is amended or cancelled, as the case may be, when a notice to amend or cancel the certificate or a certified copy of an order made under subsection 97(2) is registered. S.N.W.T. 1994,c.7, s.21.

98. Le certificat est modifié ou annulé, selon le cas, lors de l'enregistrement soit d'un avis de modification ou d'annulation, soit d'une copie certifiée de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 97(2). L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Dépôt de l'ordonnance

Non-compliance with sections 93 and 96

99. (1) Where an extra-territorial limited partnership does not have an address for service in the Territories or the Registrar believes on reasonable grounds that an extra-territorial limited partnership has not complied with subsection 96(2), the Registrar shall send to the extra-territorial limited partnership a letter informing it of its default.

99. (1) Dans le cas où une société en commandite extraterritoriale n'a pas d'adresse de signification dans les territoires, ou si le registraire a des motifs raisonnables de croire que la société en commandite extraterritoriale ne s'est pas conformée aux dispositions du paragraphe 96(2), le registraire en informe par lettre la société en commandite extraterritoriale.

Manquement aux articles 93 et 96

Manner of sending letter

(2) A letter sent under subsection (1) shall be sent by registered mail to the address for service of the extra-territorial limited partnership or, where the extra-territorial limited partnership does not have an address for service in the Territories, to the address of one of the general partners.

(2) La lettre envoyée en vertu du paragraphe (1) est expédiée par courrier recommandé soit à l'adresse de signification de la société en commandite extraterritoriale, soit à l'adresse de l'un de ses commandités dans le cas où elle ne possède pas d'adresse de signification dans les territoires.

Envoi de la lettre

Cancellation of certificate

(3) The Registrar may cancel the certificate of an extra-territorial limited partnership where, within 60 days after a letter is sent to the extra-territorial limited partnership under subsection (1), the extra-territorial limited partnership fails to rectify its default or satisfy the Registrar that it is not in default.

(3) Le registraire peut annuler le certificat d'une société en commandite extraterritoriale dans le cas où, dans les 60 jours qui suivent l'envoi à la société en commandite extraterritoriale de la lettre mentionnée au paragraphe (1), celle-ci ne corrige pas la situation ou ne démontre pas, à la satisfaction du registraire, qu'elle n'est pas en défaut.

Annulation du certificat

Publication of cancellation

(4) Where a certificate is cancelled under subsection (3), the Registrar shall publish notice of the cancellation in the *Northwest Territories Gazette*.

(4) Suite à l'annulation du certificat en vertu du paragraphe (3), le registraire publie un avis de l'annulation dans la *Gazette des Territoires du Nord-Ouest*.

Publication de l'annulation

Liability of partners

(5) Notwithstanding the cancellation of a certificate in respect of an extra-territorial limited partnership under this section, any liability that the extra-territorial limited partnership or any partner of the extra-territorial limited partnership might have continued as if the certificate was not cancelled. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(5) La responsabilité d'une société en commandite extraterritoriale ou de l'un de ses associés se poursuit, malgré l'annulation d'un certificat de la société en vertu du présent article, tout comme si le certificat n'avait jamais été annulé. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Responsabilité des associés

Restoration of certificate

100. (1) Where the certificate of an extra-territorial limited partnership is cancelled under this Part, the extra-territorial limited partnership may file a certificate of restoration containing the prescribed information and signed by all general partners.

100. (1) Suite à l'annulation, en vertu de la présente partie, du certificat d'une société en commandite extraterritoriale, la société peut déposer un certificat de rétablissement contenant les renseignements prescrits et signé par tous les commandités.

Rétablissement du certificat

Evidence in support of certificate

(2) A certificate of restoration must be supported by evidence satisfactory to the Registrar that the partnership exists as a limited partnership in the

(2) Le certificat de rétablissement doit être appuyé d'une preuve jugée suffisante par le registraire à l'effet que la société existe comme société en commandite

Preuve à l'appui du certificat

jurisdiction in which it was formed.

dans le ressort où elle a été formée.

Effect of restoration

(3) On the day on which a certificate of restoration is registered, the certificate of the extra-territorial limited partnership is restored and the partnership shall be deemed to be entitled to carry on business in the Territories as if its certificate had not been cancelled, but without prejudice to the rights of parties acquired before the day on which the certificate is restored. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(3) À la date d'enregistrement d'un certificat de rétablissement, le certificat de la société en commandite extraterritoriale est rétabli, et la capacité de la société d'exercer une entreprise dans les territoires est présumée tout comme si son certificat n'avait pas été annulé, sous réserve toutefois des droits des parties acquis avant la date de rétablissement du certificat. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Conséquence du rétablissement

Application to Court

101. (1) A partner or creditor of an extra-territorial limited partnership that is aggrieved by the cancellation of the extra-territorial limited partnership's certificate may apply to the Supreme Court, on notice to the Registrar and such other persons as the Supreme Court considers appropriate, for an order restoring the certificate.

101. (1) Un associé ou créancier d'une société en commandite extraterritoriale lésé par l'annulation du certificat de la société en commandite extraterritoriale peut faire une demande à la Cour suprême pour l'émission d'une ordonnance de rétablissement du certificat, sur avis au registraire et à toute personne qu'indique la Cour suprême.

Demande à la Cour

Restoration of certificate

(2) On an application under subsection (1), the Supreme Court, if satisfied that it is just in the circumstances, may order that the certificate of an extra-territorial limited partnership be restored and may give such directions and make such provisions as seem just for placing the extra-territorial limited partnership and all other persons in the same position as nearly as possible as if the certificate of the extra-territorial limited partnership had not been cancelled.

(2) Sur demande faite à la Cour suprême en vertu du paragraphe (1), celle-ci peut rendre, si elle le juge approprié dans les circonstances, une ordonnance rétablissant le certificat d'une société en commandite extraterritoriale et donnant toute directive raisonnable afin de remettre la société en commandite extraterritoriale et toute autre personne dans une situation semblable à celle qui aurait prévalu si le certificat n'avait pas été annulé.

Rétablissement du certificat

Registration

(3) On the Registrar being satisfied that any conditions, directions or other provisions that the Court has ordered for restoration have been complied with, the person who was granted the order may file a certified copy of the order together with a certificate of restoration containing the prescribed information and dated no earlier than the date of the order.

(3) Si les conditions et autres directives relatives au rétablissement imposées par la Cour sont rencontrées à la satisfaction du registraire, la personne à qui l'ordonnance est accordée peut déposer une copie certifiée de l'ordonnance accompagnée du certificat de rétablissement contenant les renseignements prescrits, daté au plus tôt de la date de l'ordonnance.

Enregistrement

Effect of registration

(4) On the registration of a certified copy of the order together with a certificate of restoration, the certificate of the extra-Territorial limited partnership is restored and the extra-territorial limited partnership shall be deemed to be entitled to carry on business in the Territories as if its certificate had not been cancelled, but without prejudice to the rights of parties acquired before the day on which the certificate is restored. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(4) Suite à l'enregistrement d'une copie certifiée de l'ordonnance et d'un certificat de rétablissement, le certificat de la société en commandite extraterritoriale est rétabli et la société est réputée être autorisée à exploiter une entreprise dans les territoires tout comme si le certificat n'avait pas été annulé, sous réserve toutefois des droits des parties acquis avant la date du certificat de rétablissement. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Conséquences de l'enregistrement

Carrying on business where not registered

102. (1) Every person who, by himself or herself or in association with others, carries on or attempts to carry on the business of an extra-territorial limited partnership that has dissolved or the certificate of which has been revoked or cancelled, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$500.

102. (1) Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 500 \$, quiconque, seul ou avec d'autres, exploite ou tente d'exploiter l'entreprise d'une société en commandite extraterritoriale qui a été dissoute ou dont le certificat a été révoqué ou annulé.

Exploitation d'une entreprise sans enregistrement

Failure to register notice to amend or cancel

(2) Every member of a firm or other person that is required to file a notice to amend or cancel under this Part and fails to do so is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$200. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(2) Commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 200 \$, tout associé ou toute personne qui ne se conforme pas à l'obligation de déposer un avis de modification ou d'annulation en vertu de la présente partie. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Défaut d'enregistrement de l'avis de modification ou d'annulation

PART IV

PARTIE IV

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Saving for rules of equity and common law

103. The rules of equity and of common law applicable to partnership continue in force except where they are inconsistent with the express provisions of this Act. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

103. Les règles d'équity et de common law applicables aux sociétés en nom collectif demeurent en vigueur dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions expresses de la présente loi. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Maintien des règles d'équity et de common law

Filing

104. (1) A document shall be filed by sending or delivering it to the Registrar with the prescribed fee.

104. (1) Le dépôt d'un document se fait en le faisant parvenir ou en le présentant au registraire, accompagné du droit prescrit.

Dépôt et enregistrement

Registration

(2) The Registrar shall register a document that is filed where, in the opinion of the Registrar, the requirements of this Act have been met.

(2) Le registraire procède à l'enregistrement d'un document déposé si, à son avis, le document rencontre les exigences de la présente loi.

Enregistrement

Requirements for registration

(3) The Registrar may refuse to register a document that has been filed

- (a) where the document does not comply with this Act or the regulations;
- (b) where the document is greater in size than 21.5 cm by 35.6 cm; or
- (c) where fewer than two copies of the document are submitted to the Registrar. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(3) Le registraire peut refuser d'enregistrer un document déposé si survient l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ne rencontre pas les exigences de la présente loi ou de ses règlements;
- b) le format du document est supérieur à 21,5 cm sur 35,6 cm;
- c) moins de deux copies du document lui sont présentées. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Conditions d'enregistrement

Duties of Registrar

105. On the request of any person and on payment of the prescribed fee, the Registrar shall

- (a) issue certificates as provided in the regulations;
- (b) produce for inspection any registered document; or
- (c) provide a certified copy of any registered document. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

105. Sur demande de quiconque et sur paiement du droit prescrit, le registraire :

- a) délivre les certificats prescrits par règlement;
- b) produit pour examen tout document enregistré;
- c) fournit une copie certifiée de tout document enregistré. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Obligations du registraire

Reproduction of document

106. (1) Where a document is registered under this Act the Registrar may, as the Registrar considers appropriate,

- (a) have the document reproduced in any prescribed manner; and
- (b) return the document to the person who

106. (1) Dans le cas où un document est enregistré en vertu de la présente loi, le registraire peut, selon ce qu'il juge approprié :

- a) le faire reproduire selon les modalités réglementaires;
- b) remettre le document à la personne qui l'a

Reproduction de documents

filed it, destroy the document or store the document at an office of the Registrar or elsewhere.

déposé, le détruire ou l'entreposer dans le bureau du registraire ou ailleurs.

Deemed document

(2) A reproduction of a document made under paragraph (1)(a) is, for all purposes, deemed to be the document. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(2) Toute reproduction d'un document faite en vertu de l'alinéa (1)a est, à toutes fins, réputée être le document reproduit. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Document présumé

Proof of facts in certificate

107. (1) A certificate of the Registrar respecting a matter dealt with by this Act is admissible in evidence without proof of the office or signature of the Registrar and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts set out in the certificate.

107. (1) Un certificat du registraire relatif à tout sujet visé par la présente loi est recevable en preuve sans que le poste ou la signature du registraire n'aient à être prouvés, et fait foi, en l'absence de toute preuve à l'effet contraire, des faits qui y sont relatés.

Preuve des faits décrits au certificat

Proof of original document

(2) A copy of a document registered under this Act that purports to be certified by the Registrar is admissible in evidence without proof of the office or signature of the Registrar and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the original document. S.N.W.T. 1994,c.7,s.21.

(2) Toute reproduction d'un document enregistré en vertu de la présente loi et apparaissant être certifiée par le registraire est recevable en preuve sans que le poste ou la signature du registraire n'aient à être prouvés, et constitue, en l'absence de toute preuve à l'effet contraire, une preuve du document original. L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

Preuve du document original

Application of *Business Corporations Act*

108. Subsections 260(2) and 266(2) of the *Business Corporations Act* apply in respect of the Registrar and the duties of the Registrar under this Act. S.N.W.T. 1996,c.19,Sch.,s.10(3).

108. Les paragraphes 260(2) et 266(2) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent au registraire et à ses fonctions en vertu de la présente loi. L.T.N.-O. 1996, ch. 19, Ann., art. 10(3).

Application de la *Loi sur les sociétés par actions*

Regulations

109. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations

109. Sur la recommandation du ministre, le commissaire peut, par règlement :

Règlements

- (a) prescribing the form of a certificate of partnership and the other forms that by this Act are to be prescribed;
- (b) prescribing the location and hours of business of the office or offices of the Registrar;
- (c) respecting the Registry, the duties of the Registrar and the filing and registration of documents;
- (d) respecting searches of registrations and registered documents and disclosure of information respecting or contained in registered documents;
- (e) respecting the issuance of certificates and the form and content of the certificates;
- (f) respecting the payment of fees and the amount of fees or the manner of calculating them for services provided under this Act or the regulations and exempting any person or class of person from payment of any fee;
- (g) authorizing the Registrar to make arrangements providing for the deferred payment of fees and charges and prescribing conditions that must be met if the arrangements are to be made available or continue to be made available to

- a) établir la formule du certificat de société en nom collectif et toute autre formule réglementaire prévue par la présente loi;
- b) fixer le lieu et les heures d'affaires du bureau ou des bureaux du registraire;
- c) prendre des mesures concernant le bureau d'enregistrement, les fonctions du registraire et le dépôt et l'enregistrement des documents;
- d) prendre des mesures concernant les recherches relatives aux enregistrements ou aux documents enregistrés, ainsi que la divulgation des renseignements relatifs ou contenus aux documents enregistrés;
- e) prendre des mesures concernant la délivrance de certificats ainsi que la forme et le contenu de ces certificats;
- f) prendre des mesures concernant les droits, le montant des droits et la façon de calculer ces droits pour tout service rendu en vertu de la présente loi et de ses règlements, ou dispensant toute personne ou groupe de personnes du paiement de tout droit;
- g) permettre au registraire de prendre des ententes relatives au report du paiement des droits et des frais, et d'établir les

- particular persons; and
- (h) prescribing the manner in which a document may be reproduced under subsection 106(1). S.N.W.T. 1994,c.7, s.21.

- conditions applicables dans le cas où ces ententes sont rendues accessibles ou continuent d'être rendues accessibles à certaines personnes;
- h) fixer le mode de reproduction des documents en vertu du paragraphe 106(1). L.T.N.-O. 1994, ch. 7, art. 21.

TRANSITIONAL MATTERS RELATED TO DIVISION

DISPOSITIONS TRANSITOIRES LIÉES À LA DIVISION DES TERRITOIRES

Deemed formation of limited partnerships in Nunavut

110. (1) A limited partnership formed under the *Partnership Act* (Northwest Territories) before April 1, 1999 is deemed as of that date to be formed under this Act where each of the general partners, as specified in its certificate, is deemed on that date to be incorporated by or under the laws of Nunavut or is a resident of Nunavut on March 31, 1999.

110. (1) La société en commandite formée sous le régime de la *Loi sur les sociétés en nom collectif* (Territoires du Nord-Ouest) avant le 1^{er} avril 1999 est réputée, à compter de cette date, formée sous le régime de la présente loi si chaque commandité, tel que l'indique son certificat, est réputé à cette date être constitué en vertu des lois du Nunavut ou y a son lieu de résidence le 31 mars 1999.

Présomption de formation au Nunavut des sociétés en commandite

Deemed registration of extra-territorial limited partnerships in Nunavut

(2) An extra-territorial limited partnership registered under the *Partnership Act* (Northwest Territories) before April 1, 1999 is deemed as of that date to be registered under this Act where its address for service under section 93 is located in Nunavut on March 31, 1999. S.N.W.T. 1998,c.35,Sch.D,s.1.

(2) La société en commandite extraterritoriale enregistrée sous le régime de la *Loi sur les sociétés en nom collectif* (Territoires du Nord-Ouest) avant le 1^{er} avril 1999 est réputée, à compter de cette date, enregistrée sous le régime de la présente loi si son adresse aux fins de signification établie en application de l'article 93 se trouve au Nunavut le 31 mars 1999. L.T.N.-O. 1998, ch. 35, Ann. D, art. 1.

Présomption d'enregistrement au Nunavut des sociétés en commandite extraterritoriales

Operation of Northwest Territories limited partnerships

111. (1) The following may carry on business in Nunavut until March 31, 2001 without being registered as an extra-territorial limited partnership under this Act:

- (a) a limited partnership formed under the *Partnership Act* (Northwest Territories) before April 1, 1999 that is not deemed to be formed under this Act pursuant to subsection 110(1);
- (b) an extra-territorial limited partnership registered under the *Partnership Act* (Northwest Territories) before April 1, 1999 that is not deemed to be registered under this Act pursuant to subsection 110(2).

111. (1) Les entités suivantes peuvent exercer leur entreprise au Nunavut jusqu'au 31 mars 2001 sans être enregistrées à titre de sociétés en commandite extraterritoriales sous le régime de la présente loi :

- a) toute société en commandite qui est formée sous le régime de la *Loi sur les sociétés en nom collectif* (Territoires du Nord-Ouest) avant le 1^{er} avril 1999 et qui n'est pas réputée formée sous le régime de la présente loi en vertu du paragraphe 110(1);
- b) toute société en commandite extraterritoriale qui est enregistrée sous le régime de la *Loi sur les sociétés en nom collectif* (Territoires du Nord-Ouest) avant le 1^{er} avril 1999 et qui n'est pas réputée enregistrée sous le régime de la présente loi en vertu du paragraphe 110(2).

Entreprise des sociétés en commandite des Territoires du Nord-Ouest

Continuation of address for service and rights and liabilities

(2) Until March 31, 2001, or until registration as an extra-territorial limited partnership under this Act, whichever is earlier,

- (a) a limited partnership or an extra-territorial limited partnership referred to in subsection (1) may be served in respect of proceedings or matters in Nunavut at its address for service in the Northwest

(2) Jusqu'au 31 mars 2001 ou jusqu'à la date de son enregistrement à titre de société en commandite extraterritoriale sous le régime de la présente loi, si cette date est antérieure :

- a) la société en commandite ou la société en commandite extraterritoriale visée au paragraphe (1) peut recevoir signification de documents à l'égard d'instances ou

Maintien de l'adresse et des droits et obligations

- Territories;
- (b) all property, rights, assets, privileges and franchises of a limited partnership or extra-territorial limited partnership referred to in subsection (1) are continued in Nunavut;
 - (c) all rights of creditors against and all liens on the property, rights, assets, privileges and franchises of a limited partnership or extra-territorial limited partnership referred to in subsection (1) are continued in Nunavut; and
 - (d) all debts, contracts, criminal or civil liabilities and duties of a limited partnership or extra-territorial limited partnership referred to in subsection (1) attach to it and may be enforced against it in Nunavut. S.N.W.T. 1998,c.35, Sch.D,s.1.

- d'affaires qui ont lieu au Nunavut à son adresse aux fins de signification dans les Territoires du Nord-Ouest;
- b) les biens, les droits, l'actif, les prérogatives et les concessions de la société en commandite ou de la société en commandite extraterritoriale visée au paragraphe (1) sont maintenus au Nunavut;
 - c) les droits des créanciers et les privilèges à l'égard des biens, des droits, de l'actif, des prérogatives et des concessions de la société en commandite ou de la société en commandite extraterritoriale visée au paragraphe (1) sont maintenus au Nunavut;
 - d) les dettes, les contrats, la responsabilité pénale ou civile et les obligations de la société en commandite ou de la société en commandite extraterritoriale visée au paragraphe (1) la suivent et peuvent donner lieu à des recours contre elle au Nunavut. L.T.N.-O. 1998, ch. 35, Ann. D, art. 1.

Power of Registrar

112. The Registrar has the power to issue whatever certificates or documents he or she considers necessary to give effect to sections 110 and 111. S.N.W.T. 1998,c.35,Sch.D,s.1.

112. Le registraire a le pouvoir de délivrer les certificats ou les documents qu'il estime nécessaires afin qu'il soit donné effet aux articles 110 et 111. L.T.N.-O. 1998, ch. 35, Ann. D, art. 1. Pouvoir du registraire

TABLE OF CONTENTS

INTERPRETATION

Definitions

1

PART I

PARTNERSHIPS IN GENERAL

GENERAL

Partnership

2 (1)

Idem

(2)

Rules for determining existence of partnership

3

Postponement of rights of person lending or selling

4

RELATIONS OF PARTNERS TO PERSONS DEALING WITH THEM

Partner as agent

5 (1)

Power of partner to bind firm

(2)

Act or instrument binding firm and partners

6 (1)

Exception

(2)

Pledging credit of firm

7 (1)

Personal liability

(2)

Effect of notice that firm will not be bound by acts of partner

8

Liability of partner

9

Liability of firm for wrongs

10

Misapplication of money or property

11

Liability for wrongs

12

Improper employment of trust property for partnership purposes

13 (1)

Exception

(2)

Recovery of trust money

(3)

Persons liable by holding out

14 (1)

Death of partner

(2)

Admissions and representations of partners

15

Notice to partner and to firm

16

Liability of incoming and outgoing partners

17 (1)

Retiring partner

(2)

Agreement discharging liabilities

(3)

Form of agreement

(4)

Revocation of continuing guaranty

18

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS

Définitions

PARTIE I

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Société en nom collectif

Exclusion

Caractères d'une société en nom collectif

Créance des prêteurs et des vendeurs de clientèle

RAPPORTS ENTRE LES ASSOCIÉS ET LES PERSONNES QUI TRAITENT AVEC EUX

Mandataire de la firme

Associé liant la firme

Acte ou écrit liant la firme

Exception

Engagement du crédit de la firme pour les fins personnelles d'un associé

Responsabilité personnelle de l'associé

Restrictions au pouvoir de lier la firme

Responsabilité des associés

Responsabilité de la firme

Mauvais usage de l'argent ou des biens

Responsabilité des associés pour les fautes de la firme

Emploi irrégulier de biens détenus en fiducie

Connaissance de l'abus de confiance

Recouvrement des fonds de fiducie

Responsabilité du prétendu associé

Associé décédé

Aveux et déclarations d'un associé

Avis réputé donné à la firme

Responsabilité du nouvel associé

Départ d'un associé

Convention de libération de responsabilités

Forme de la convention

Révocation de la garantie permanente

by change in firm

RELATIONS OF PARTNERS TO ONE ANOTHER

Variation by consent of terms of partnership
Partnership property
Interest in land
Co-owners of land
Property bought with partnership money
Land that becomes partnership property
Writ of execution
Order
Other partners
Rules as to interests and duties of partners subject to special agreement
Expulsion of partner
Retirement from partnership
Notice
Where partnership for term continued

Presumption of continuance on old term
Rendering accounts and information
Accountability of partners for private profits
Additional application of subsection (1)
Partner competing with firm
Definition of "assignee"
Rights of assignee of share in partnership
Account of profits
Rights of assignee

DISSOLUTION OF PARTNERSHIP

Dissolution by expiration or notice

Dissolution by death or assignment
Dissolution by charging share
Dissolution by illegality of partnership
Dissolution by Supreme Court
Rights of persons dealing with apparent members of firm
Notice by publication
Liability of estate
Rights of partner to give notice of dissolution
Continuing authority of partners for purposes of winding up
Rights of partners as to application of partnership property
Repayment of premium when partnership prematurely dissolved
Rights when partnership dissolved for

RAPPORTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX

Modification des droits et obligations réciproques des associés
19 Utilisation des biens de la société
20 (1) Intérêt foncier
(2) Copropriété d'un bien-fonds
(3) Biens achetés avec les fonds de la firme
21 Bien-fonds réputé bien meuble
22 Bref d'exécution
23 (1) Ordonnances de la Cour suprême
(2) Rachat de l'intérêt par les coassociés
(3) Règles relatives aux intérêts, droits et obligations des associés
24 Exclusion d'associés
25 Retrait d'un associé
26 (1) Avis suffisant
(2) Maintien de l'existence d'une société à terme
27 (1) fixe
Présomption de continuation
(2) Reddition de comptes et renseignements
28 Reddition de comptes pour avantages personnels
29 (1) Application après la dissolution
(2) Concurrence par un associé
30 Définition de cessionnaire
31 (1) Droits du cessionnaire
(2) État des bénéfices
(3) Droits du cessionnaire lors de la dissolution
(4)

DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF

Dissolution à l'expiration du terme ou notification
Dissolution par le décès ou la cession
33 (1) Part grevée d'une charge
(2) Entreprise devenue illégale
34 Dissolution par la Cour suprême
35 Membre apparent de la firme
36 (1) Avis par publication
(2) Patrimoine de l'associé
(3) Dissolution rendue publique

Pouvoir des associés de lier la firme après la liquidation
38 Droits des associés dans les biens de la société
39
40 Prime versée par un associé

Dissolution pour fraude ou déclaration

fraud or misrepresentation	41	inexacte
Rights of outgoing partner to share profits made after dissolution	42 (1)	Droit à la part des bénéfices de l'associé sortant ou décédé
Interest of deceased or outgoing partner	(2)	Achat de l'intérêt d'un associé décédé ou sortant
Share of outgoing or deceased partner	43	Part d'un associé sortant ou décédé
Rules for distribution of assets on final settlement of accounts	44	Règles de distribution lors de la liquidation

REGISTRATION OF DECLARATION

ENREGISTREMENT

Filing of declaration of partnership	45 (1)	Dépôt d'une déclaration de société
Where members absent	(2)	Membres absents
Special authority	(3)	Procuration spéciale
Time for filing declaration	46	Délai pour le dépôt de la déclaration
Declaration where alteration in partnership	47 (1)	Déclaration si modification au sein de la société
Application of subsections 45(2),(3)	(2)	Application des paragraphes 45(2) et (3)
Declaration re business name	48	Déclaration relative à la raison sociale
Time for filing declaration	49	Délai pour dépôt de la déclaration
Declaration where change in information	50	Déclaration si l'information est modifiée
Declaration of dissolution where declaration filed	50.1 (1)	Déclaration de dissolution si la déclaration est déposée
Declaration of dissolution in other case	(2)	Déclaration de dissolution en d'autres cas
Partnership that dissolved before section came into force	(3)	Dissolution de la société avant l'entrée en vigueur du présent article
Where business name ceases to be used	50.2 (1)	Cessation d'utilisation de la raison sociale
Where person ceased to use trade name before section came into force	(2)	Cessation d'utilisation de la raison sociale par une personne avant l'entrée en vigueur du présent article
Binding effect of declaration	51	Effet de la déclaration
Liability of persons signing declaration	52 (1)	Responsabilité des signataires
Failure to declare	(2)	Omission de déclarer
Rights of partners	(3)	Droits des associés entre eux
Offense and Punishment	53	Infraction et peine

PART II

PARTIE II

LIMITED PARTNERSHIPS FORMED IN THE TERRITORIES

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE FORMÉES DANS LES TERRITOIRES

Definitions	54	Définitions
Interpretation	55	Interprétation
Application	56	Application
Limited partnerships	57 (1)	Objet des sociétés en commandite
Composition	(2)	Composition
Number of limited partners	(3)	Nombre de commanditaires
Formation of limited partnership	58 (1)	Formation de la société en commandite
Contents of certificate	(2)	Contenu de certificat
General and limited partners	59 (1)	À la fois commandité et commanditaire
Rights, powers and restrictions	(2)	Droits, pouvoirs et restrictions
Name of partnership	60 (1)	Raison sociale
Where limited partner liable	(2)	Responsabilité du commanditaire
Contribution of limited partner	61 (1)	Forme de l'apport du commanditaire
Interest in personal property	(2)	Bien mobilier
Ownership of real property	(3)	Intérêt foncier

Rights of general partners	62	Droits et obligations des commandités
Liability of limited partner	63	Responsabilité du commanditaire
Rights of limited partner	64	Droits des commanditaires
Right to share of profits and return of contribution	65 (1)	Part des bénéfices et restitution de l'apport
Share of profits or compensation	(2)	Part de bénéfices ou rémunération
Business dealings by partner with partnership	66	Opérations entre un commanditaire et la société
Limited partners' rights as between themselves	67 (1)	Rapports entre les commanditaires
Agreement as to priority	(2)	Convention de priorité
Return of contribution of limited partner	68 (1)	Restitution de l'apport du commanditaire
Demand for return of contribution	(2)	Demande de restitution de l'apport
Limitation on demand	(3)	Restitution autrement qu'en numéraire
Entitlement to dissolution	(4)	Droit à la dissolution
Liability of limited partner to partnership	69 (1)	Responsabilité du commanditaire envers la société
Limited property as trustee	(2)	Détention de biens de la société à titre de fiduciaire
Waiver	(3)	Renonciation
Effect of waiver on creditor	(4)	Effet de la renonciation à l'égard des créanciers
Continuing liability	(5)	Maintien de la responsabilité du commanditaire
Liability to creditors	70	Responsabilité du commanditaire qui participe au contrôle de la société
Admission of additional limited partners	71	Admission de nouveaux commanditaires
Assignments	72 (1)	Cession
Assignee who is not substituted limited partner	(2)	Cessionnaire non commanditaire remplaçant
Consent	(3)	Consentement
Amendment to certificate	(4)	Modification du certificat
Rights of substituted partner	(5)	Droits et obligations du commanditaire remplaçant
Liability of assignor	(6)	Responsabilité du cédant
Dissolution of limited partnership	73	Dissolution de la société en commandite
Death of limited partner	74 (1)	Décès d'un commanditaire
Liability of estate	(2)	Responsabilité de la succession
Cancellation of certificate	75 (1)	Annulation du certificat
Notice to cancel	(2)	Avis d'annulation du certificat
Amendment of certificate	(1)	Modification du certificat
Notice to amend	(2)	Avis de modification
Other signatures	(3)	Signataires supplémentaires
Application for order directing cancelling or amendment	77 (1)	Demande d'ordonnance de modification ou d'annulation
Order	(2)	Ordonnance d'annulation ou de modification
Cancellation or amendment on filing	78	Annulation ou modification lors du dépôt
Settling accounts on dissolution	79	Ordre de paiement lors de la dissolution
Effect of false statement in certificate	80	Effet d'une fausse déclaration dans le certificat
Liability of person mistakenly believing he or she is limited partner	81	Responsabilité d'une personne croyant erronément être un commanditaire
Judgment against limited partner	82 (1)	Dettes judiciaires d'un commanditaire
Redemption of interest	(2)	Rachat de l'intérêt
Remedies not exclusive	(3)	Autres mesures
Parties to proceedings	83	Parties aux procédures
Authority to sign	84 (1)	Procuration

Special authority	(2)	Procuration spéciale
Power to become limited partnership under this Act	85 (1)	Prorogation de sociétés existantes
Power to continue as limited partnership under former Act	(2)	Dispositions applicables aux sociétés non prorogées
Failure to file notice to amend or cancel	86	Défaut de déposer l'avis de modification ou d'annulation

PART III

LIMITED PARTNERSHIPS FORMED OUTSIDE THE TERRITORIES

Definitions	87
Liability to persons other than members	88 (1)
Liability where no registration	(2)
Application of Parts I and II	89
Registration of certificate	(1)
Evidence in support of certificate	(2)
Effects of registration	91
Certificate where change in information	92
Address for service	93 (1)
Where address not that of firm	(2)
Cessation of address for service	(3)
Firm must file notice to amend	(4)
Disability	94 (1)
Burden of proof	(2)
Ownership of real property	95
Cancellation of certificate	(1)
Notice to cancel	(2)
Order directing amendment or cancellation of certificate	97 (1)
Order	(2)
Filing of court order	98
Non-compliance with sections 93 and 96	99 (1)
Manner of sending letter	(2)
Cancellation of certificate	(3)
Publication of cancellation	(4)
Liability of partners	(5)
Restoration of certificate	100 (1)
Evidence in support of certificate	(2)
Effect of restoration	(3)
Application to Court	101 (1)
Restoration of certificate	(2)
Registration	(3)
Effect of registration	(4)
Carrying on business where not registered	102 (1)
Failure to register notice to amend or cancel	(2)

PART IV

PARTIE III

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE FORMÉES À L'EXTÉRIEUR DES TERRITOIRES

Définitions	
Responsabilité face aux non associés	
Responsabilité en cas d'absence d'enregistrement	
Application des parties I et II	
Enregistrement du certificat	
Preuve à l'appui du certificat	
Conséquence de l'enregistrement	
Certificat lorsque les renseignements sont modifiés	
Adresse de signification	
Mauvaise adresse	
Terminaison de l'adresse de signification	
Dépôt d'un avis de modification	
Incapacité	
Fardeau de la preuve	
Propriété d'un intérêt foncier	
Annulation du certificat	
Avis d'annulation	
Ordonnance de modification ou d'annulation du certificat	
Ordonnance	
Dépôt de l'ordonnance	
Manquement aux articles 93 et 96	
Envoi de la lettre	
Annulation du certificat	
Publication de l'annulation	
Responsabilité des associés	
Rétablissement du certificat	
Preuve à l'appui du certificat	
Conséquence de rétablissement	
Demande à la Cour	
Rétablissement du certificat	
Enregistrement	
Conséquences d l'enregistrement	
Exploitation d'une entreprise sans enregistrement	
Défaut d'enregistrement de l'avis de modification ou d'annulation	

PARTIE IV

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Savings for rules of equity and common law	103	Maintien des règles d'équité et de common law
Filing	104 (1)	Dépôt et enregistrement
Registration	(2)	Enregistrement
Requirements for registration	(3)	Conditions d'enregistrement
Duties of Registrar	105	Obligations du registraire
Reproduction of document	106 (1)	Reproduction de documents
Deemed document	(2)	Document présumé
Proof of facts in certificate	107 (1)	Preuve des faits décrits au certificat
Proof of original document	(2)	Preuve du document original
Application of <i>Business Corporations Act</i>	108	Application de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i>
Regulations	109	Règlements

TRANSITIONAL MATTERS RELATED
TO DIVISION

DISPOSITIONS TRANSITOIRES LIÉES À
LA DIVISION DES TERRITOIRES

Deemed formation of limited partnerships in Nunavut	110 (1)	Présomption de formation au Nunavut des sociétés en commandite
Deemed registration of extra-territorial limited partnerships in Nunavut	(2)	Présomption d'enregistrement au Nunavut des sociétés en commandite extraterritoriales
Operation of Northwest Territories limited partnerships	111 (1)	Entreprise des sociétés en commandite des Territoires du Nord-Ouest
Continuation of address for service and rights and liabilities	(2)	Maintien de l'adresse et des droits et obligations
Power of Registrar	112	Pouvoir du registraire
